

CONJONCTURE

1^{er} semestre 2024 - édition 25/10/2024

OCTOBRE 2024 - n°33

En bref

Le premier semestre 2024 est rythmé par des précipitations importantes, toujours bien présentes sur la région des Pays de la Loire. La production agricole ligérienne est clairement impactée avec des travaux dans les champs perturbés et l'émergence de problèmes sanitaires. En **grandes cultures**, les rendements en céréales à paille ainsi qu'en colza sont à la baisse par rapport à 2023, tout comme les rendements **viticoles**. La production de **fruits et légumes** a également souffert de ces conditions climatiques humides et du manque d'ensoleillement. Ainsi, les produits de printemps sont entrés tardivement en campagne (fraise, asperge) et la qualité des produits de plein champs est altérée (salade, radis, etc.).

En **production de viande bovine**, la décapitalisation se poursuit avec près de - 18,5 % en huit ans pour les bovins dans leur ensemble. Dans ce contexte, au cours du premier semestre 2024, l'offre limitée soutient les cours des principales catégories de bovins en France et en Europe. Le printemps 2024, maussade, n'a pas facilité la gestion de l'herbe. Les sorties des animaux au pâturage ont été retardées et plus généralement les récoltes d'herbe car les prairies n'étaient pas toujours praticables. Ainsi, les bons à très bons rendements observés au cours de ce premier semestre sont assez souvent associés à une qualité alimentaire moyenne en raison de stades végétatifs parfois avancés. Le début d'année est encourageant pour le **lait de vache** malgré une mise à l'herbe compliquée. En **production ovine**, la conjoncture du premier semestre 2024 montre une baisse du disponible et des abattages, une consommation en repli et des cotations en baisse en fin de période, mais à des niveaux élevés. En **production porcine**, les cotations augmentent fortement au début du semestre même si la demande intérieure française reste toujours peu dynamique. Au premier semestre 2024, les abattages de **volailles** pour la consommation reviennent à des niveaux standard, après les deux vagues d'épizootie de grippe aviaire de 2022 et les prix à la production des volailles et des œufs reculent.

Dans la continuité du semestre précédent, le solde du **commerce extérieur** régional reste positif.

Après une activité très contrastée selon les secteurs au premier trimestre, la production des **industries agroalimentaires** est globalement en croissance sur le deuxième trimestre. Les prix des matières premières et des produits finis se stabilisent en fin de semestre après une période de baisse.

À la Une

Un premier semestre 2024 sous le signe de la simplification

Par une note de cadrage du 1^{er} février 2024, le Gouvernement a demandé aux préfets de mener un exercice territorial pour identifier les mesures de simplification à proposer pour l'usager. Dans le prolongement des annonces gouvernementales et des revendications syndicales portées par chacune des organisations professionnelles agricoles, le Préfet de région Pays de la Loire et de la Loire Atlantique, ainsi que tous les préfets de département de la région ont construit une méthode de travail commune pour décliner de façon opérationnelle les suites à donner au "mois de la simplification" annoncé par le Premier ministre. Un tableau de bord unique pour l'ensemble de la région a été établi, traduisant les demandes consolidées des acteurs agricoles qui donneront lieu à une analyse au niveau décisionnel approprié, et garantissant un traitement coordonné des demandes entre les préfets pour ce qui relève du niveau strictement départemental.

[Suite page suivante](#)

... Une feuille de route de la simplification a aussi été mise en place pour la région Pays de la Loire, partagée et actée entre les préfets lors du comité de l'administration régionale (CAR) du 21 février 2024 d'une part et avec la chambre régionale d'agriculture et les présidents des syndicats agricoles majoritaires lors d'une réunion présidée par le Préfet de Région le 22 février 2024 d'autre part.

Cette feuille de route se décline en 3 axes :

- des simplifications immédiatement actées : révision de la rédaction du programme d'actions régional Nitrates n°7, révision de l'arrêté cadre interdépartemental concernant la prévention des incendies de forêt, harmonisation régionale des pratiques du contrôle des GAEC ;
- des groupes de travail régionaux pour définir ou proposer des simplifications et allègements administratifs autour de l'eau, des haies, des contrôles phytosanitaires, et des dispositifs en faveur de l'installation et de la transmission en agriculture (AITA) ;
- le renforcement de l'application d'EGALIM, aussi bien en termes de la traçabilité de l'origine France, de la non-négociabilité de l'augmentation du coût des matières premières ou encore du respect des dispositions de la loi en termes d'approvisionnement en produits de qualité et durable, dont ceux issus de l'agriculture biologique.

Elle fait l'objet d'un suivi régulier en termes de mise en œuvre.

Sommaire

En bref.....	1
À la Une.....	1
Contexte météorologique.....	3
Grandes Cultures.....	5
Fruits et légumes.....	6
Fleurs	10
Viticulture	11
Indice des Prix d'Achat des Moyens de production Agricole (IPAMPA)	13
Productions animales.....	14
Commerce extérieur régional	17
Industries agroalimentaires.....	18
Les entreprises en bref.....	18

Contexte météorologique

Janvier : un mois conforme aux normales

Dans la lignée du mois de décembre, les températures sont douces sur la première semaine de **janvier** et les perturbations océaniques apportent de fortes précipitations sur l'ensemble de la région engendrant quelques inondations sur les départements du littoral (Vendée et Loire-Atlantique). Du 8 au 21, les vents s'orientent au Nord / Nord-Est entraînant une vague de froid sur la région avec des matinées très froides enregistrées (températures minimales de - 5 °C). Cet épisode hivernal est complété par de fortes précipitations balayant la région les 16 et 17 janvier. En dernière semaine, la douceur est de retour et les températures passent au-dessus des normales. Malgré ces deux semaines froides, la température moyenne de janvier sur la région est conforme aux normales de saison, tout comme la pluviométrie pour les départements de Loire-Atlantique, de la Mayenne et de la Sarthe. Seule la Vendée affiche un déficit sur ce premier mois de l'année 2024. L'ensoleillement est bien supérieur à la normale, à savoir : 96 heures de soleil pour Nantes (pour une normale de 72 heures), 92 heures pour Laval (pour une normale de 64 heures), 84 heures pour Beaucozéz (pour une normale de 68 heures) ou encore 96 heures pour La-Roche-sur-Yon (pour une normale de 73 heures).

Février : pluvieux et exceptionnellement doux

Février 2024 est bercé par une exceptionnelle douceur, très inhabituelle pour cette période de l'année, avec des températures supérieures à la normale. Ainsi, tout au long du mois, se sont succédées des périodes printanières avec de courtes séquences hivernales sans aucune gelée d'enregistrée sur la majorité des postes ligériens (pour une normale de 8 jours avec gelée). Les écarts à la normale sont d'environ + 2,5 °C pour les températures de l'après-midi et de + 5 °C pour celles du matin ! Du côté des précipitations, celles-ci sont présentes tout au long du mois et un excédent important est enregistré sur tous les postes ligériens. Le cumul mensuel des précipitations approche ou atteint le double de la normale pour tous les départements. Fin février (le 22), les Pays de la Loire sont balayés par la tempête « Louis » apportant de nouvelles précipitations ainsi que de violentes rafales de vent (+ 100 km/h). Des dégâts importants sont signalés comme des inondations, des coupures électricité ou encore une circulation limitée. Le ciel étant couvert la majorité du temps, l'insolation est quant à elle très déficitaire sur toute la région, atteignant souvent à peine la moitié des données habituellement enregistrées.

Mars : humidité et douceur, dans la continuité du mois précédent

Le mois de **mars** reste dans la lignée du mois précédent avec une douceur généralisée sur l'ensemble de la région, principalement enregistrée entre le 12 et le 22. Pour la première fois de l'année 2024, la température de 20 °C a été franchie sur une majorité des postes de la région, à l'exception du nord de la Mayenne et du nord-ouest de la Sarthe (par exemple, 22,8 °C à Grues dans le 85 enregistrés le 21 mars). Il est à noter qu'après un automne historiquement chaud, l'hiver 2023-2024 termine au 3^{ème} rang des hivers les plus chauds jamais enregistrés en France (derrière 2020 et 2016). Ce mois de mars a également été pluvieux et des excédents par rapport à la normale sont enregistrés sur l'ensemble de la région, bien que les départements du littoral aient été davantage arrosés : + 88 % pour Palluau (85), + 84 % pour Chantonay (85) ou encore + 27 % pour Laval (53). A l'échelle régionale, il y a eu 17 à 18 jours de pluies pour une normale aux alentours de 10-11 jours. Sans surprise, l'ensoleillement est une nouvelle fois insuffisant sur ce mois.

Tableau 1 : données météorologiques du 1^{er} trimestre 2024

Département	Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
	1 ^{er} Trimestre 2024	Moyennes ou normales 1991-2020	1 ^{er} Trimestre 2024		Moyennes ou normales 1991-2020		1 ^{er} Trimestre 2024	Moyennes ou normales 1991-2020	1 ^{er} Trimestre 2024	Moyennes ou normales 1991-2020
			Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44 NANTES-BOUGUENNAIS	290,9	213,8	5,8	12,3	3,8	11,1	13	18	287,9	322h12
49 ANGERS-BEAUCOUZE	219,7	177,1	5,5	12,0	3,6	10,7	13	20	256,3	308h24
53 LAVAL-ETRONNIER	229,5	182,9	4,7	11,2	3,1	10,0	14	21	250,2	274h12*
72 LE MANS	236,1	167,2	4,9	11,8	3,0	10,5	15	24	237,3	297h48
85 LA ROCHE-SUR-YON	278,3	229,7	5,4	12,1	3,4	10,7	11	21	263,9	331h6

* Suite à l'absence de données, utilisation des normales 1981-2010 pour la station Laval-Entrammes
Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MeteoFrance et Meteociel

Avril : un mois en deux temps

Sur la première quinzaine d'**avril**, un flux de sud / sud-ouest balaie la région, permettant à la douceur du mois précédent de perdurer. Ainsi, les températures enregistrées sont bien souvent au-dessus des normales de saison avec un thermomètre s'envolant même au-dessus des 25 °C (27,6 °C dans la Sarthe ou 27,2 °C dans le Maine-et-Loire enregistrés le 13 avril). Avec cette exceptionnelle douceur, la végétation est en avance et les agriculteurs craignent l'arrivée de gelées tardives pouvant être dévastatrices pour les cultures. En milieu de mois, les vents nord à nord-est marquent un virage météorologique avec des températures qui deviennent dorénavant inférieures aux normales. Le 21, un bref coup de gel est enregistré même si les conséquences restent limitées au vignoble angevin. Malgré ce contraste thermique, les températures moyennes d'avril 2024 pour la région sont légèrement excédentaires par rapport à la normale (+ 0,5 °C à + 1 °C). Sur la région, les pluies se concentrent sur le début et la fin de mois. Le cumul des précipitations présente de fortes disparités d'un département à l'autre, avec un bilan hydrique largement excédentaire pour la Loire-Atlantique, légèrement excédentaire pour la Vendée, la Mayenne ou encore la Sarthe et déficitaire pour le Maine-et-Loire.

Mai : un mois très pluvieux

Le mois de **mai** 2024 est marqué par une pluviométrie élevée et un ensoleillement déficitaire. Ainsi, tous les postes de la région affichent un cumul excédentaire avec une majorité présentant un excédent supérieur à 100 mm sur le mois. Les pluies sont fréquentes tout au long du mois avec un nombre de jours de pluie oscillant entre 16 et 18 jours pour le nord et 12 à 13 jours pour le centre de la région (pour une normale de 9 à 10 jours). Les secteurs les moins touchés s'étendent du nord-est de la Loire-Atlantique au nord-ouest du Maine-et-Loire ainsi que le long de la Loire jusqu'au Saumurois. Le record mensuel est même battu pour Le Mans avec 148,8 mm ! Des dégâts sont signalés du fait des crues sur l'ensemble de la région. Avec cet arrosage régulier, l'ensoleillement est faible et un déficit de 12 à 20 % sur les Pays de la Loire est à déplorer. Du côté des températures, la couverture nuageuse limite les températures basses, ainsi les minimales sont légèrement supérieures aux normales alors qu'à contrario, les maximales sont légèrement inférieures.

Juin : encore et toujours de la pluie

La pluie reste le fil conducteur de ce printemps 2024 pour la région des Pays de la Loire et les excédents pluviométriques se suivent depuis janvier. Au niveau départemental sur le mois de juin, le cumul est supérieur de 7 % pour la Sarthe, 30 % pour la Mayenne, 41 % pour la Vendée, 60 % dans le Maine-et-Loire et 78 % pour la Loire-Atlantique. Le 18, il est à noter un orage exceptionnellement important à Cossé-le-Vivien (53) avec 119,5 mm en 24 heures ! Le phénomène a généré plus de 230 interventions de pompiers et une crue majeure de l'Oudon s'en est suivie. Les températures baignant la région contrastent avec les températures records sévissant dans le reste du monde. Jusqu'en milieu de mois, celles-ci sont fraîches avec même de petites gelées enregistrées en Sarthe du 11 au 13 juin. En seconde partie de mois, les températures remontent progressivement jusqu'au 26 juin où tous les postes dépassent les 30 °C. La température moyenne mensuelle est de 17,3°C, soit un déficit de 0,4 °C. L'ensoleillement est conforme à la normale, grâce à une fin de mois bien plus ensoleillée.

Tableau 2 : données météorologiques du 2^e trimestre 2024

Département	Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours T>=30°C		Insolation (heures et minutes)	
	2 ^e Trimestre 2024	Moyennes ou normales 1991-2020	2 ^e Trimestre 2024		Moyennes ou normales 1991-2020		2 ^e Trimestre 2024	Moyennes ou normales 1991-2020	2 ^e Trimestre 2024	Moyennes ou normales 1991-2020
			Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44 NANTES-BOUGUENNAIS	238,3	167,8	10,2	19,5	9,7	19,6	1	2	585,2	600h12
49 ANGERS-BEAUCOUZE	166,0	162,8	10,2	19,5	9,5	19,9	1	3	571,2	608h48
53 LAVAL-ETRONNIER	216,2	172,2	9,3	18,8	8,9	19,0	2	2	555,6	630h42
72 LE MANS	291,4	169,4	10,2	19,9	9,5	20,1	2	3	542,6	607h18
85 LA ROCHE-SUR-YON	263,3	173,6	9,9	19,3	9,2	19,3	2	2	604,7	623h24

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MétéoFrance et Météociel

Grandes Cultures

Rendements en céréales à paille et en colza en baisse sensible due aux conditions climatiques

Les pluies régulières de l'automne 2023 compliquent fortement les semis des céréales d'hiver. Certains semis pourrissent à la levée, et les parcelles non drainées ou en sols hydromorphes sont fréquemment inondées. A l'entrée en hiver, on peut déjà constater des situations très hétérogènes : des parcelles en bon état végétatif et d'autres très impactées par l'excès d'eau. Cette situation s'est poursuivie pendant tout l'hiver. On observe des grandes disparités sur l'état et les stades végétatifs des cultures.

Jusqu'au printemps ces intempéries perdurent, même si des éclaircies et des conditions douces permettent des avancées. Mais cette alternance entre conditions humides et douces est également propice au développement des maladies telles que la fusariose et la septoriose. Les parcelles n'ont pas le temps de ressuyer ce qui rend le travail dans les champs extrêmement difficile : les semis d'orge de printemps, notamment, sont retardés.

De par les non-implantations pendant l'hiver et le début du printemps, on constate des reports de surfaces sur des cultures d'été : essentiellement maïs, tournesol et sorgho.

Par rapport au rendement moyen régional 2019-2023, le rendement 2024 du blé tendre est prévu inférieur de 17 quintaux ; celui du colza est estimé inférieur de 5 quintaux, en raison d'un manque d'ensoleillement, d'une floraison moyenne, d'échaudage et de maladies tout au long du cycle.

Les semis de maïs et de tournesol sont retardés ; en effet, les pluies récurrentes ne permettent pas le ressuyage des sols. Des dégâts causés par les ravageurs (oiseaux, limaces, sangliers) sont également constatés, ce qui conduit à ressemer de nombreuses parcelles. Le mois de juin apportant quelques jours de chaleur et de beau temps, permet aux sols d'être ressuyés et réchauffés : les semis progressent donc durant

Tableau 3 : prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} juillet 2024 - récolte 2024

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2024/2023	Rendement (q/ha)	Évolution 2024/2023	Production (1 000 q)	Évolution 2024/2023
Céréales : 583 748 ha dont						
Blé tendre	290 393	- 22 %	57	- 23 %	16 552	- 40 %
Orge d'hiver	59 910	- 21 %	53	- 25 %	3 175	- 41 %
Orge de printemps	17 680	251 %	52	- 5 %	919	232 %
Triticale	19 390	- 42 %	53	- 10 %	1 028	- 48 %
Blé dur	20 254	- 5 %	62	- 14 %	1 256	- 18 %
Avoine	3 590	- 9 %	41	- 32 %	147	- 38 %
Maïs grain *	142 801	42 %	-	-	-	-
Oléoprotéagineux : 180 455 ha dont						
Colza	93 017	- 5 %	25	- 14 %	2 325	- 18 %
Tournesol	64 040	15 %	-	-	-	-
Pois protéagineux purs	3 741	- 27 %	24	- 27 %	90	- 47 %
Maïs fourrage	239 119	5 %	-	-	-	-

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Les surfaces correspondent aux données PAC 2024 provisoires

* **Maïs grain** : dont environ 16 000 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : + 11 %

cette période. Fin juin, les récoltes en orge et en colza débutent mais sont entrecoupées par les pluies.

Les cours des céréales dictés par le climat, l'origine mer Noire privilégiée

Durant ce premier semestre 2024, les cours du blé, du colza et du maïs oscillent à la hausse mais avec d'importantes variations. La forte concurrence de la mer Noire influe fortement sur les cours. L'Ukraine, grâce à son nouveau corridor maritime retrouve son niveau d'exportation d'avant-guerre.

En blé, les disponibilités de la récolte 2023 des pays exportateurs sont abondantes. Dès mars, la production 2024 européenne est annoncée en baisse de par les conditions climatiques et notamment l'excès d'humidité. Un regain de tension est observé en mer Noire avec notamment des bombardements russes sur des sites énergétiques et portuaires ukrainiens. De plus, la Russie fait chuter ses prix ce qui entraîne les cours mondiaux à la baisse.

Les inquiétudes deviennent de plus en plus fortes dans l'hémisphère Nord et notamment en Europe de l'Ouest sur le potentiel de la récolte de blé 2024, mais aussi sur sa qualité sanitaire. En Russie et en Ukraine on observe, a contrario, de grands épisodes de sécheresses. Les cours sont soutenus par des productions records notamment dans la région des Balkans. Durant ce semestre, c'est réellement le climat qui a guidé un marché très volatile, avec une demande présente mais peu dynamique.

Sur juin 2024, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen, 230 €/t, est supérieur de 5 % à celui de décembre 2023 : 218 €/t. Sur la campagne 2023-2024, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen, 217,03 €/t, est inférieur de 26 % à son niveau de 2022-2023 : 292,7 €/t ; il est inférieur de 7,5 % à son prix moyen quinquennal : 234,6 €/t.

Le cours du maïs suit la tendance haussière de celui du blé. De plus, aux USA, la surface 2024 de maïs progresse sensiblement : + 400 000 ha en un an (+ 4 %). La production mondiale 2024 de maïs est prévue en forte hausse

versus celle de 2023. Des retards dans les semis sont observables en Europe en raison des intempéries.

Sur juin 2024, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux, 200,25 €/t, est supérieur de 3 % à celui de décembre 2023 : 193,5 €/t. Sur la campagne 2023-2024, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux, 196,91 €/t, est inférieur de 31 % à son niveau de 2022-2023 : 286,22 €/t, et de 9 % à son prix moyen quinquennal : 216,6 €/t.

En colza, les stocks des pays exportateurs et importateurs sont importants. De plus, la production mondiale 2024 est prévue en hausse. Par ailleurs, le ralentissement de l'économie mondiale ainsi que le contexte géopolitique font pression sur le marché de l'énergie, dont celui du biodiesel. Sur juin 2024, le cours moyen du colza rendu Rouen, 457 €/t, est inférieur de 7 % à celui de décembre 2023 : 428 €. Sur la campagne 2023-2024, le cours moyen du colza rendu Rouen, 444 €/t, est inférieur de 18 % à son niveau de 2022-2023 : 544 €/t ; il est inférieur de 10 % à son prix moyen quinquennal : 493,55 €/t.

Une campagne 2023-2024 de chargements portuaires en augmentation

Entre janvier et juin 2024, 589 000 t de graines de céréales et d'oléoprotéagineux sont chargées dans les quatre ports de la région (versus 532 000 t au cours du semestre précédent). Durant les quatre premiers mois de la campagne 2023-2024, la France profite de la désorganisation du trafic maritime en mer Noire liée à la guerre en Ukraine. L'accord sur le corridor maritime en mer Noire signé entre la Russie et l'Ukraine n'a pas été reconduit. La Russie, dont les disponibilités en blé sont abondantes, pratique des prix très concurrentiels vers les pays du bassin méditerranéen, zone traditionnelle de destination du blé chargé dans les ports ligériens.

Le trafic portuaire régional 2023-2024 atteint 1,121 Mt. Par rapport à 2022-2023, les chargements 2023-2024 augmentent de 3 % (+ 36 000 t) ; ils sont supérieurs de 58 000 t au trafic moyen des campagnes 2018-2019 à 2022-2023.

Les chargements 2023-2024 de blé tendre atteignent 826 000 t (- 67 000 t par rapport à 2022-2023) ; ceux de maïs, 101 000 t (+ 36 000 t), ceux d'orge, 80 000 t (+ 31 000 t) et ceux de blé dur, 76 000 t (+ 26 000 t). La destination principale 2023-2024 est le Portugal (294 000 t), devant la Chine (218 000 t), le Maroc (208 000 t), le Royaume-Uni (111 000 t), et l'Algérie (91 000 t). Ces cinq pays concentrent 82 % du trafic portuaire régional 2023-2024.

Fruits et légumes

Les prix indiqués et variations sont issus d'enquêtes au stade expédition, soit le niveau de première mise en marché des fruits et légumes français destinés au territoire national. Les centres RNM disposant de prix au stade expédition provenant d'expéditeurs indépendants, groupements de producteurs, coopératives, qui commercialisent des fruits et légumes bio, participent à l'enquête quotidienne ou hebdomadaire.

Pomme : des cours élevés et stables

Sur le premier semestre 2024, le courant d'affaire en **pommes** est régulier, bien que sans euphorie. En début d'année, les acheminements sont fortement perturbés par la mobilisation du monde agricole qui bloquent les échanges sur le territoire national ainsi que par le contexte géopolitique au Moyen-Orient (actes de pirateries au large de la Corne de l'Afrique) qui rallongent considérablement les exportations notamment à destination de l'Asie (+ 40 %, soit une rallonge d'une quinzaine de jours). Milieu février, sans surprise, le marché accuse un nouveau ralentissement avec les vacances scolaires et la fermeture des cantines. Les opérations promotionnelles mises

en œuvre et une demande active en sachets permettent de maintenir l'écoulement des produits notamment en petits calibres. Ainsi, malgré le contexte, les prix restent rémunérateurs en février, bien supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 12 % en Gala / + 21 % en Golden). A partir de mars, même si le printemps frais est favorable à la consommation de la pomme, la demande manque toujours de dynamisme, notamment en Golden (marché des bicolores plus fluide) et les volumes bien présents sur le Limousin et les Alpes pèsent sur l'ensemble du marché. Avant la période estivale, les stocks se réduisent et les cours des gros calibres sont revalorisés dans toutes les variétés. La baisse du disponible va limiter le chevauchement des campagnes. En mai (fin des cotations en

Gala et Golden), les prix sont conformes à ceux pratiqués l'année précédente (- 1 % en Gala / + 1 % en Golden par rapport à mai 2023) mais supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 5 % en Gala / + 11 % en Golden). A l'export, les sorties retrouvent un bon niveau d'activité après une campagne très délicate l'an dernier. Les principales destinations sont l'Europe du Nord, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et pour le grand maritime le Moyen-Orient, l'Asie, la Thaïlande et l'Amérique du Sud. Elles concernent les variétés Gala, Granny et Pink Lady. A l'industrie, le disponible du marché libre est plus limité en raison du bon niveau de prix du frais et de l'export. La priorité est d'honorer les contrats passés avec les usines. Les cours sont élevés toute la campagne.

Poires : production régionale bien valorisée

Les prix pratiqués en **poires** sont stables et rémunérateurs sur le premier semestre 2024. Bien que les manifestations et blocages opérés par les agriculteurs sur le mois de janvier et février impactent fortement l'acheminement des produits, l'activité reste régulière et les prix pratiqués en Conférence en février sont bien supérieurs à ceux de l'année précédente (+ 17 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 22 %). Fin février, la gamme variétale en poires d'origine française se réduit avec des disponibilités en Doyenné du Comice limitées alors que la commercialisation en Conférence suit son cours. Le mois de mars annonce la dernière ligne droite de la campagne de commercialisation des poires du Val de Loire, avec une activité se concentrant sur les Conférences et les variétés dites « Club ». Progressivement, les poires d'origine belge, hollandaise, italienne et portugaise complètent la présentation en magasin afin de satisfaire la demande sans concurrencer la poire française. En avril, à la fin de la saison, les cours sont facilement reconduits pour les derniers opérateurs sur le marché. Ainsi, le cours moyen mensuel d'avril 2024 des poires Conférence est supérieur de 13 % aux prix pratiqués en avril 2023 et de 21 % à la moyenne quinquennale.

Fraise : un démarrage de campagne tardif

Le début de la campagne 2024 de la **fraise** est retardé avec un démarrage timide de sa commercialisation au milieu du mois d'avril. En effet, le printemps frais et peu ensoleillé et les températures nocturnes basses ralentissant fortement la maturation des fruits, les volumes disponibles sont bien inférieurs à ceux de l'an passé (de 10 à 30 % selon les volumes transmis par le cadran de Sologne). Du côté de la demande, celle-ci est bien présente dès le début de campagne et le niveau moyen des cours en Gariguette en avril est supérieur à l'an dernier (+ 35 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 25%). Tout au long du mois de mai, les conditions climatiques perturbent la maturation des fruits au niveau national même si dans le Centre-Ouest, les volumes mis sur le marché augmentent

malgré tout. Ainsi, dans ce contexte de production limitée et en période de forte demande (la fin du mois de mai constitue toujours la plus forte activité), les disponibilités s'écoulent sans difficulté à des prix élevés. En raison de la météo atypique, la variété Gariguette connaîtra une remontée de fructification, ce qui prolongera quelque peu sa campagne jusqu'à la moitié du mois de juin. Les bassins de production du Sud de la France connaissent un regain de production, ce qui occasionne une concurrence assez marquée. Fin juin, la plupart des opérateurs ont cessé la production et le niveau des cours reste ferme.

Tomate : un semestre en deux temps

En attendant le début de la nouvelle récolte de **tomates** grappes et rondes, les derniers lots issus de la campagne précédente s'échangent sans difficulté sur les mois de janvier et février. Avec les blocages des agriculteurs de début d'année, les centrales d'achats des supermarchés sont à la recherche de produits d'origine française, principalement en tomates et concombres. Ainsi, les faibles disponibilités de fin de campagne se commercialisent à des prix conformes à ceux pratiqués les années précédentes (prix moyen égal à la moyenne quinquennale sur janvier et février 2024). La nouvelle récolte de tomate grappes et rondes des Pays de la Loire arrivent sur le marché en mars. Malgré une météo peu favorable à la consommation des crudités et la présence d'une concurrence extranationale (espagnole et marocaine), les cours restent rémunérateurs en mars grâce à une demande toujours à la recherche de produits français (+ 5 % par rapport à la moyenne quinquennale pour la tomate grappe). A partir d'avril, les prix chutent avec le climat maussade qui n'encourage pas à la consommation et des volumes disponibles à la vente en progression. Dans ce contexte, les opérateurs sont dans l'obligation de revoir régulièrement leurs prix à la baisse afin de maintenir l'écoulement le plus fluide possible. Le phénomène est amplifié par le chevauchement des vacances scolaires sur avril et mai, ainsi que par la succession de jours fériés qui désorganise le commerce. En juin, les

mois précédents de non-consommation entraînent la création de stocks chez les opérateurs et les prix continuent de s'effondrer en tomate grappe (- 28 % par rapport à juin 2023 / - 17 % par rapport à la moyenne quinquennale). Le marché de la tomate (hors petits fruits) est donc logiquement déclaré en crise conjoncturelle (prix anormalement bas) du 7 juin au 12 juin, puis du 21 au 25 juin 2024. En toute fin de mois, les conditions climatiques s'améliorent et la consommation se développe permettant aux cours d'être revus à la hausse.

Concombre : l'origine française valorisée

En février, l'entrée en campagne du **concombre** du Centre-Ouest est complétée avec l'arrivée des premiers lots du Centre-Val de Loire, où en toute logique, la part des petits calibres est importante. Avec les blocages des agriculteurs de début d'année, la campagne se met en place avec une demande qui se focalise fortement sur l'origine française. Ainsi, les volumes encore faibles s'échangent à bon prix (+ 15 % par rapport à la moyenne quinquennale en février 2024), soutenus par la grande distribution soucieuse de présenter des produits français sur ses étals. En mars, l'offre est croissante mais la météo n'est pas au rendez-vous pour stimuler la consommation. La pression tarifaire auprès des grossistes est plus forte avec une concurrence espagnole toujours accentuée. Les premières promotions se planifient et permettent de développer l'origine française en magasins. A la veille du week-end Pascal, la météo n'est toujours pas au rendez-vous, mais les prix attractifs en GMS permettent de soulager les stocks. En avril, le marché du concombre du Centre-Ouest reste perturbé alors que les premiers arrachages sont opérés sur les cultures. Les promotions ne suffisent pas à absorber l'offre et les concessions de prix n'apportent pas les résultats escomptés. Ainsi, fin avril, le commerce est dans une impasse et les stocks se développent, bien que les prix moyens soient supérieurs à ceux pratiqués les années passées (+ 6 % par rapport à avril 2023 / + 8 % par rapport à la moyenne quinquennale). En mai, le marché se redresse rapidement avec l'arrivée d'une belle météo pendant les jours fériés et les prix s'envolent autant au

niveau national qu'europpéen (+ 59 % par rapport à mai 2023 / + 35 % par rapport à la moyenne quinquennale). En juin, la météo pèse sur la consommation même si la production décline logiquement. Les promotions s'accroissent pour assurer le retour d'un bon équilibre « offre-demande » à la veille des premières vacances d'été.

Asperge : la météo maussade et fraîche entraîne une production limitée et des difficultés de commercialisation

La campagne de l'asperge du Centre-Ouest débute sur la fin mars avec une offre insuffisante pour répondre à la demande du week-end Pascal, positionné précocement cette année. En effet, la mauvaise météo de ce début d'année a impacté la préparation des parcelles et le retard pris initialement perdue avec les températures fraîches du mois de mars et d'avril qui ralentissent fortement le développement des asperges. En avril, au cœur de la campagne, la demande est moins soutenue mais reste en phase avec l'offre limitée. Cependant, rapidement les ventes sont insuffisantes et la pression tarifaire Landaise s'impose. Les opérateurs sont donc dans l'obligation de réviser régulièrement les prix sur l'ensemble de la gamme tout au long du mois afin de fluidifier l'écoulement des produits. Néanmoins, malgré les concessions de prix effectuées, les stocks se développent chez les opérateurs. En avril, les asperges blanches du Centre-Ouest sont échangés à des prix supérieurs à ceux d'avril 2023 (+ 6 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 11 %). Les jours fériés de mai, conjugués à la mise en place de promotions par les GMS, ne permettent pas au marché de retrouver un dynamisme tant attendu par les professionnels et la consommation reste en retrait. Plus tard, avec l'abandon des certaines parcelles et la fin de la campagne Sud-Ouest et Sud-Est, le retour à l'équilibre s'observe avec quelques revalorisations pour les lots de qualité. Sur le mois de mai, les prix restent stables et supérieurs à ceux pratiqués les années précédentes (+ 20 % par rapport à mai 2023 / + 18 % par rapport à la moyenne quinquennale). En première quinzaine de juin, la campagne touche à sa fin

avec parfois des arrêts volontaires de mise en marché. Avec une météo estivale quotidienne, l'asperge perd de son intérêt au profit des nouveaux produits d'été. Le bilan de cette campagne reste mitigé, bien que les prix soient supérieurs à ceux des années passées, les volumes produits sont inférieurs de 30 % en moyenne par rapport à une année normale alors que les coûts de production sont quant à eux supérieurs aux années passées.

Radis : qualité altérée et demande peu intéressée

En janvier, le marché du radis manque de dynamisme et les conditions climatiques fraîches et humides entraînent l'apparition de problèmes de qualité, notamment de conservation du feuillage. L'année débute donc avec un marché déséquilibré, l'offre étant supérieure à la demande. En fin de mois, et alors que les premiers blocages routiers font leur apparition, les cours sont particulièrement discutés et les opérateurs sont contraints de faire des concessions tarifaires. Ainsi, en janvier, le prix moyen est inférieur de 20 % à celui de janvier 2023 et de 3 % à la moyenne quinquennale. Le désintérêt des acheteurs pour le radis se poursuit sur février, alors que la cohabitation entre produits de belle qualité et produits de premier choix impacte les tarifs. Les cours continuent donc de baisser. De mars à la mi-mai, le marché prend une autre tournure après des mois difficiles et les prix sont régulièrement ajustés à la hausse. Avec les conditions climatiques non propices à la production (cycle végétatif ralenti et problèmes de qualité), une baisse des volumes disponibles est enregistrée chez les opérateurs. Bien que la demande soit peu intéressée, les opérations commerciales parviennent à écouler la majorité des volumes produits. Ainsi, mécaniquement, les cours moyens sont en hausse (+ 8 % par rapport à avril 2023 / + 13 % par rapport à la moyenne quinquennale). Au milieu du mois de mai, le marché se fragilise et le déséquilibre entre offre et demande refait son apparition. Les opérateurs sont dans l'obligation d'ajuster leurs prix afin d'éviter la formation de stocks. En juin 2024, le cours moyen du radis est supérieur de 2 % à celui de juin 2023 et de 7 % à la moyenne quinquennale.

Mâche : la forte contractualisation du marché engendre des prix constants

Après un pic de consommation aux fêtes de fin d'année, la consommation de mâche repart à la baisse en janvier 2024. Pour cette production également, les conditions climatiques du début d'année freinent le bon développement végétatif des plants et les opérateurs sont dans l'obligation de mettre en place du tri en station afin de garantir une bonne qualité du produit aux acheteurs. Face à une demande manquant de dynamisme, les cours s'effritent régulièrement jusqu'à la fin février (- 4 % par rapport à février 2023 / + 3 % par rapport à la moyenne quinquennale). A partir de mars, le produit barquette, dont les volumes sont très majoritairement liés à des contrats de production, voit ses cours rester stables jusqu'à la fin de la campagne. La demande, sans surprise, est peu active pour ce produit à consonance hivernale. Au mois de mai, les prix moyens pour la barquette de mâche sont supérieurs de 6 % à ceux pratiqués en mai 2023 et de 14 % à la moyenne quinquennale.

Salade : la météorologie fraîche et très humide limite le développement de l'offre

Après un hiver clément peu ensoleillé, la campagne de la salade d'été démarre précocement début mars sur un marché encore occupé par les productions méditerranéennes. Les besoins des centrales d'achats de la grande distribution étant trop conséquentes pour la production régionale encore peu étoffée, les disponibilités ligériennes satisfont uniquement la demande locale. Ainsi, les premières transactions s'effectuent sur des bases de cours inférieures à la moyenne quinquennale (- 8 % pour la Batavia). En avril, même si l'arrivée progressive de nouvelles structures favorise le développement des apports, ceux-ci restent contenus en raison de la fraîcheur des températures et de l'ensoleillement déficitaire sur l'ensemble de l'hexagone. Fin avril, les transitions entre les productions sous grands abris et celle sous « chenilles » ou « voile de forçage » peinent à se réaliser. La persistance de conditions climatiques atypiques au fil du

printemps avec une pluviométrie excessive, des températures fraîches et une luminosité déficitaire ne permettent pas une progression satisfaisante de l'approvisionnement. En avril, face à une demande dynamique, les cours sont constamment en hausse avec une nette progression sur la fin du mois. En mai et juin, les consommateurs toujours à la recherche de salades favorisent le bon dynamisme du marché et des niveaux de cours records sont enregistrés (+ 59 % par rapport à mai 2023 / + 35 % par rapport à la moyenne quinquennale). Cette tendance s'accroît même en juin alors qu'une succession d'orages violents provoque par endroit des inondations et des destructions au champ des salades d'une qualité insuffisante (+ 45 % par rapport à juin 2023 / + 62 % par rapport à la moyenne quinquennale). En tout début de l'été, le retour de l'offre dans les différentes zones de production inverse cette tendance et la concurrence plus marquée oriente les cours à la baisse.

Poireau : une production perturbée par les conditions pluvieuses

Au premier semestre, la seconde partie de la campagne du **poireau** du Centre-Ouest se met en place. En début d'année, la forte pluviométrie rend les conditions de travail beaucoup plus difficiles en région et dans le reste de l'Hexagone. Ainsi, hormis les nombreuses actions promotionnelles, la demande est de plus en plus à la recherche de ce produit et les prix sont ainsi facilement revus à la hausse, à l'image des cours des marchés directeurs. En janvier, le cours moyen du poireau est supérieur de 21 % à celui de janvier 2023 et de 46 % à la moyenne quinquennale. Par la suite, la douceur climatique et le début des vacances scolaires freinent la consommation. Hormis la mise en place de quelques promotions, les concessions de prix se pratiquent sans apporter plus de force commerciale, face à une demande irrégulière. En fin février, l'amorce de la fin de campagne s'annonce prématurément. Les promotions déclinent comme la demande qui reste toutefois en phase avec l'offre. Par ailleurs, avec les pluies continues

qui engendrent des conditions de travail difficiles, les prix négociés sont revalorisés mais restent inférieurs à ceux de l'année passée (- 13 %) tout en restant supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 16 %). En avril, la fin de la campagne se confirme avec une qualité hétérogène. Le marché perd de son élan et devient instable au quotidien. Dans le but de se libérer rapidement des dernières parcelles, des concessions de prix s'effectuent. La fin de la campagne est annoncée atypique, perturbée par une météo pluvieuse et d'un recul d'activité. En seconde quinzaine de juin, les premières plantations du poireau d'automne sont reportées, pour cause d'une météo pluvieuse et d'un manque de plants néerlandais suffisants.

Alliums : fin de campagne décevante en oignons jaunes

En début d'année 2024, au retour des vacances de fin d'année, l'activité commerciale en **oignon** jaune se relance progressivement avec une demande plus active et la mise en place d'opérations promotionnelles. Progressivement, les oignons issus de stockages réfrigérés sont mis sur le marché, occasionnant d'une part, une hétérogénéité des lots proposés aux consommateurs et d'autre part, une disparité de prix importante, les lots de bonne qualité étant recherchés. Ainsi en janvier, les prix moyens pratiqués en oignon jaune sont similaires à ceux de janvier 2023 (+ 2 %) mais bien supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 53 %). En février, les prix se maintiennent alors que le mouvement social des agriculteurs contrarie les approvisionnements. A partir du mois de mars, la demande devient décevante et une concurrence étrangère (en provenance des Pays-Bas), avec des tarifs bien inférieurs, est nettement ressentie. L'augmentation des prix liée au stockage en frigo (répercussion des coûts) cesse et les cours s'orientent légèrement à la baisse, contrairement à la campagne précédente qui avait vu les cours s'envoler en fin de campagne. En mai 2024 (fin de campagne), les cours de l'oignon jaune sont inférieurs de 53 % à ceux de mai 2023 et de 11 % à la moyenne quinquennale.

Après un début de campagne qui a connu une stabilité du marché, la demande en **échalion** s'est brusquement accrue à compter du mois de février. Avec la fin des stocks précaires et une amélioration de la qualité liée au stockage réfrigéré, les prix ont pu être revus à la hausse (- 6 % par rapport à février 2023 / + 14 % par rapport à la moyenne quinquennale). Jusqu'à la fin de la campagne, cette orientation va perdurer. Les opérateurs commerciaux recherchent des prix bas et de ce fait, l'échalion entre en concurrence avec l'échalote. Le nombre d'opérateurs diminuant progressivement, le prix atteint un très bon niveau en fin de campagne. En mai, la dernière cotation affichera un prix de 40 % supérieur à celui de l'an passé.

Fleurs

Muguet : inquiétude des producteurs face à la précocité des cultures

La campagne 2024 de **muguet** est marquée par une précocité dans le développement des brins et la crainte des pertes en résultant. En effet, l'hiver 2023 a été favorable à une pousse rapide du muguet de plein champs car en l'absence de véritable période de froid, les brins de plein champ affichaient une précocité inquiétante en sortie d'hiver. Par ailleurs, le début du mois de mars, avec la période de beau temps et de légère chaleur, a favorisé là aussi le développement des cultures. Le travail du producteur a notamment été de s'employer à freiner la pousse des brins jusqu'au 1er mai. Les plants ont donc été placés « au noir », technique de culture qui consiste à limiter l'accès à la lumière des plants afin de favoriser l'allongement du brin tout en limitant la vitesse de développement de la plante. La température a également été un facteur de ralentissement avec l'ouverture des tunnels sur la façade nord pour rafraîchir l'air ambiant. Concernant la conduite des cultures sous châssis, des opérations de remontées ont été effectuées dans la plupart des cas afin d'augmenter le volume d'air et l'espace disponible entre les plus hauts plants et les carreaux des châssis.

Les premières phases de récolte du muguet ont débuté le 11 avril dans la région des Pays de la Loire, en avance d'une dizaine de jours par rapport aux calendriers de cultures initialement prévus en début de campagne. Les récoltes sont menées essentiellement sur les cultures de 5 ans, mais peuvent également concerner les muguet de 3 et 4 ans.

Face à la technicité de cette campagne, le bilan est positif et les producteurs sont satisfaits de leurs cultures qui sont homogènes et de belle qualité, avec des plants présentant des clochettes bien formées, blanches et gonflées. Les récoltes sont donc jugées satisfaisantes tant en quantité qu'en qualité (majoritairement du premier choix et de l'extra).

Ce décalage dans les dates de récoltes rend plus difficile les opérations de cueillette, du fait de l'absence d'une partie des saisonniers et notamment des plus jeunes, encore en période scolaire. Sur la région des Pays de la Loire, qui représente 95 % de la production nationale, 6 500 à 7 000 saisonniers sur une période de 10 jours sont nécessaires pour assurer les récoltes.

Concernant les cultures en pots, la situation est favorable avec des plants bien verts avec un stade de développement satisfaisant.

Les prix de ventes du muguet sont une nouvelle fois revus à la hausse cette année, conséquence directe de l'augmentation des coûts de production d'une part et des recrutements de main d'œuvre d'autre part. Les hausses de coûts de production impactent surtout les cultures en pots, du fait de l'augmentation des coûts de l'électricité notamment. Ainsi, les cours moyens augmentent de 30 centimes en moyenne cette année. Concernant les frais de personnels, les cultures de plein champs sont impactées par un besoin plus conséquent de personnels sur une plus grande période de temps du fait de l'échelonnage des périodes de récolte, plus important que l'année passée. Ainsi, les bouquets de 50 brins voient en moyenne leurs prix augmenter de 2 euros, toutes qualités confondues.

Viticulture

Récolte : forte baisse de rendements dans le vignoble du Muscadet

Le développement végétatif de la vigne sur la région Pays de la Loire a été fortement ralenti par le printemps frais et humide, qui perdure au début de l'été. Le cycle végétatif accuse donc un retard d'environ 15 jours par rapport à 2023. Fin juin, le vignoble ligérien est toujours à un stade très précoce complexifiant énormément l'estimation du potentiel de production. En effet, les premières estimations se font généralement sur des vignes au stade « fermeture de la grappe » alors que celles de 2024 ont été réalisées sur des vignes au stade « nouaison » / « fin de floraison ». De plus, la floraison ayant été très étalée dans le temps compte tenu de la météo fraîche, une très forte hétérogénéité intra et inter-parcellaire est constatée.

Dans le vignoble du Pays nantais, le cépage Melon (Muscadet) a particulièrement souffert du printemps frais et humide. Depuis le mois de mai, les vignes de Melon souffrent d'un filage exceptionnellement important pouvant mener dans certains cas au dégrappage complet. Le rendement de ce cépage

en est donc impacté et estimé bien inférieur à la moyenne quinquennale. Ce phénomène est moins observé sur les cépages de Folle blanche ou encore de Sauvignon et Chardonnay. Pour ces cépages, les prévisions de récolte indiquent des rendements dans la lignée de la moyenne quinquennale.

A la fin juin, en Anjou-Saumur, les prévisions de récolte indiquent également un millésime proche de la moyenne quinquennale.

Il convient toutefois de rester prudent sur ces premières données. La coulure reste difficile à estimer du fait de la précocité de la vigne et le poids des grappes peut donc être revu à la baisse si le phénomène est très significatif. Idem pour les conséquences des maladies cryptogamiques qui se développent fortement dans cet environnement d'humidité excessive (mildiou principalement). Les viticulteurs sont sur le qui-vive avec l'obligation de traiter plus souvent et ainsi par ricochet, d'augmenter fortement leurs coûts de production.

Après un hiver et un printemps très pluvieux, le taux de remplissage en eau des sols est élevé. En cas d'amélioration

des conditions climatiques, la bonne réserve hydrique des sols pourrait permettre aux baies d'avoir un poids intéressant.

Achats du négoce : volumes achetés en régression en blanc et rosé

Au 30 juin, les achats du négoce sont globalement en baisse par rapport à la campagne précédente pour la majorité des appellations du vignoble du Pays Nantais et d'Anjou-Saumur. Cette baisse est particulièrement visible pour les vins rosés avec - 21 % pour le Rosé d'Anjou (50 328 hl), - 19 % pour le Rosé de Loire (15 179 hl) ou encore - 7 % pour le Cabernet d'Anjou (151 350 hl). Les volumes en blanc accusent également une régression avec - 7 % pour l'Anjou Blanc (2 805 hl), - 48 % pour le Muscadet Sèvre et Maine (10 667 hl) et - 6 % pour le Muscadet Sèvre et Maine sur Lie (74 160 hl). Seul le Muscadet AC s'en sort mieux avec une hausse des achats de + 32 % (45 807 hl). Les volumes achetés en vins effervescents poursuivent quant à eux leur progression avec + 45 % pour le Saumur fines bulles (72 054 hl) et + 19 % pour le Crémant de Loire (137 175 hl).

Tableau 4 - Situation des Marchés au 30 juin 2024 - Achats du négoce

Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 30 juin 2024
Achats du Négoce

	MOIS			CAMPAGNE				
	Volumes (hl) (1) Tous produits	Volumes (hl) Vrac uniquement	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Volumes (hl) (1) Tous produits	Evol des volumes totaux A-1	Volumes (hl) Vrac uniquement	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Evol des prix du vrac A-1
Anjou Blanc	146	NS	NS	2 805	-7%	906,00	209,81	-1,96 %
Anjou Rouge	258	NS	NS	3 335	-25%	2514,58	182,47	-7,30 %
Cabernet d'Anjou	9 805	9791,02	171,11	151 350	-14%	76659,87	175,10	-3,25 %
Chinon Rouge	2 464	2345,05	242,64	28 486	-10%	21727,95	244,05	0,19 %
Coteaux du Layon	2 937	2937,00	361,19	12 195	5%	9490,48	363,13	3,10 %
Crémant de Loire	4 276	3630,43	203,51	137 175	19%	56077,41	206,58	-0,44 %
Gros plant	NS	NS	NS	2 179	-66%	2178,64	141,13	-3,46 %
Gros plant Sur lie	NS	NS	NS	6 937	-6%	2265,06	142,00	-6,58 %
IGP Val de Loire Blanc Sauvignon	759	758,80	99,57	58 455	17%	16859,19	135,88	-19,47 %
IGP Val de Loire Blanc Chardonnay	376	375,50	NS	26 938	14%	8737,30	129,80	-17,55 %
IGP Val de Loire Blanc Autres blancs	1 777	1748,90	NS	12 695	7%	6919,14	129,94	-18,14 %
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Gamay noir	NS	NS	NS	3 842	-13%	3164,90	78,41	-13,57 %
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Autres	1 034	1034,00	103,73	20 363	-13%	8590,07	109,49	2,17 %
Muscadet AC	2 450	2413,84	147,81	45 807	32%	32232,04	146,92	4,13 %
Muscadet Sèvre et Maine	1 032	1031,50	158,93	10 667	-48%	10446,92	166,53	4,70 %
Muscadet Sèvre et Maine Sur lie	4 626	3666,66	175,42	74 160	-6%	20209,76	178,72	-2,23 %
Rosé d'Anjou	4 721	4449,30	149,34	50 328	-21%	22212,27	152,34	-1,92 %
Rosé de Loire	1 010	1010,15	114,13	15 179	-19%	5274,43	126,82	-6,88 %
Saumur Blanc	NS	NS	NS	3 877	6%	1586,00	209,03	-0,20 %
Saumur Champigny	1 704	1596,00	232,18	16 122	22%	12555,18	239,79	-3,89 %
Saumur fines bulles	1 761	1750,08	NS	72 054	45%	30670,81	171,98	-0,08 %
Saumur Rouge	NS	NS	NS	1 684	15%	1147,50	192,71	-8,75 %
St Nicolas de Bourgueil Rouge	1 564	1358,50	272,25	28 689	0%	26515,30	270,97	16,86 %
Bourgueil Rouge	1 760	995,22	173,45	22 415	-	20831,42	189,92	-
Touraine Blanc	4 676	4198,29	189,97	72 589	-11%	31918,17	215,55	-10,05 %
Touraine Rosé	NS	NS	NS	4 234	-21%	2906,86	118,37	-12,82 %
Touraine Rouge	288	285,70	NS	11 628	-28%	8025,37	131,17	-9,39 %
Vouvray tranquille	1 899	1891,00	270,00	22 328	-21%	15863,96	274,31	-0,05 %
Vouvray fines bulles	1 595	1104,95	221,91	18 047	35%	9457,98	225,89	-1,02 %
VSIG Blancs	3 174	ND	ND	57 073	ND	ND	100,16	ND
VSIG Rouges	167	ND	ND	3 726	ND	ND	89,07	ND
VSIG Rosés	1 893	ND	ND	18 244	ND	ND	48,82	ND

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

ND : non disponible

NS = Non significatif (si <3 contrats sur la période)

- = Pas de contrats sur cette période



Source : Observatoire Economique du Val de Loire

Indice des Prix d'Achat des Moyens de production Agricole (IPAMPA)

Le prix des intrants baisse lentement au cours du semestre

L'indice du prix d'achat des intrants diminue de 1 % au cours de ce premier semestre 2024 par rapport au second semestre 2023 et de 2,8 % en glissement annuel. Cependant, les coûts des intrants demeurent à un niveau élevé en fin du semestre (+ 25,8 % par rapport à la moyenne de l'année 2020).

Les prix pétroliers fluctuent au cours du semestre : le cours du Brent s'établit de 80,12 \$/baril au mois de janvier, à 82,25 \$/baril au mois de juin en moyenne avec un pic au mois d'avril à

89,94 \$/baril. L'impact sur l'indice du prix de l'énergie et lubrifiants s'établit à - 1,5 % par rapport au semestre précédent et de + 5,2 % en glissement annuel.

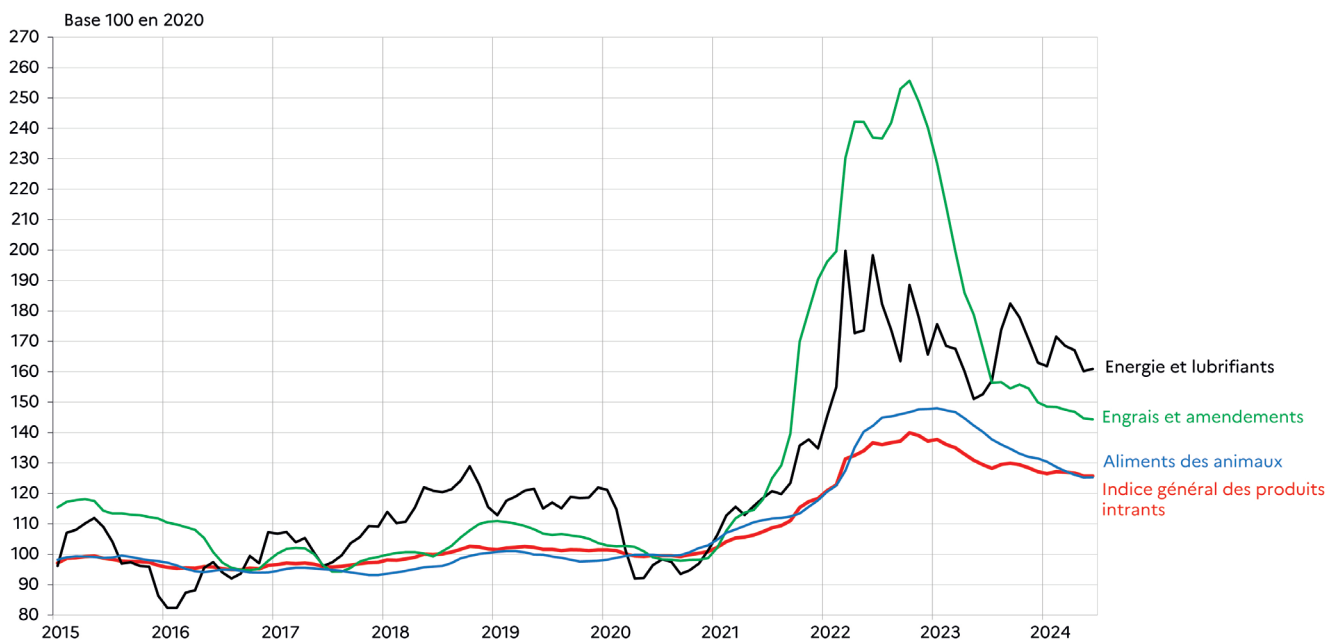
Les prix des engrais et amendements diminuent au cours de ce semestre (- 3,7 %). Ce sont les engrais simples qui ont le plus chuté ce semestre (- 6 %).

Le prix des aliments pour animaux décroît de 4,7 % au cours du semestre. Depuis un an, l'alimentation animale

coûte 10,6 % en moins. Néanmoins, le niveau d'avant crise n'est pas retrouvé. Ce sont les prix des tourteaux qui ont le plus baissé (- 9,5 % par rapport au semestre précédent).

Le prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) est stable sur ce premier semestre et de + 0,3 % sur un an.

Graphique 1 - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 – 1^{er} semestre 2024)



Source : Insee - Agreste

Productions animales

Bovins mâles de 8 à 24 mois : des abattages soutenus et des cotations proches des valeurs élevées observées en 2023

Le retour d'un certain dynamisme dans l'engraissement de **jeunes bovins** se traduit, à l'issue du premier semestre 2024, par des volumes d'abattages régionaux assez soutenus (+ 3,5 % / 2023 pour les JB mâles de 8-24 mois et + 1,4 % / moyennes quinquennales). Les poids moyens des carcasses sont élevés. Entre baisse de la production en Italie, dynamisme des exportations pour l'Espagne et la Pologne et retour de la consommation en Allemagne, après une année 2023 particulièrement morose, les cours des jeunes bovins demeurent assez proches des valeurs élevées de 2023, notamment en fin de semestre. Depuis la mi-mars, les cours des jeunes bovins affichent de petites baisses saisonnières, ponctuellement accentuées par une offre en légère hausse. Néanmoins, les cotations des catégories viande U et R demeurent supérieures d'environ 85-90 centimes/kg aux moyennes quinquennales. Cette situation est également observée chez nos voisins européens.

Vaches : l'offre limitée pénalise les volumes abattus mais soutient les cotations

L'érosion des effectifs de **vaches** évoqué précédemment se traduit par des volumes d'abattages régionaux en retrait de 2,5 % / 2023 pour le premier semestre 2024 et de près de 10 % / valeurs moyennes quinquennales. Les deux troupeaux (laitier et allaitant) sont concernés, les vaches allaitantes plus particulièrement. Le manque d'offre de vaches de réformes contribue à soutenir les cours depuis le début de l'année. Les cotations 2024 affichent une hausse saisonnière assez régulière (notamment pour les catégories moins conformées mixte O et lait P). Pour les catégories viande U et R, les cours ont égalé, voire dépassé, en fin de semestre les valeurs élevées de 2023, impactées par l'inflation qui pesait sur les achats des consommateurs.

Lait de vache : semestre encourageant malgré un printemps compliqué et un secteur bio toujours en difficulté

Au premier semestre 2024, la **production laitière** en Pays de la Loire progresse de 2,6 % sur un an. Au niveau national, la tendance est identique avec une hausse de seulement 1,4 %. Le printemps a été défavorable à la collecte laitière en raison d'une météorologie souvent pluvieuse. Certaines régions, connaissent même des épisodes climatiques violents (tempêtes, inondations) qui impactent les capacités de stockage des fourrages ainsi que les structures des élevages. Dans l'ensemble des bassins de productions, la mise à l'herbe a été tardive et effectuée dans de mauvaises conditions en raison de l'état des sols. En outre, les chantiers de récolte de fourrages 2024 sont réalisés souvent tardivement et laissent présager d'une qualité médiocre de ces derniers. Néanmoins, la bonne qualité de ceux récoltés en 2023 et un recours accru à l'achat de concentrés, permet de maintenir une certaine productivité au niveau national et particulièrement, en Pays de la Loire. Enfin, la situation du cheptel français et ligérien est toujours concernée par une diminution structurelle des effectifs, même si celle-ci tend à ralentir durant les six premiers mois de 2024 au regard de ceux de 2023. La poursuite de la décrue de l'inflation au début de l'année concerne aussi la valorisation du lait et le montant des charges d'exploitation. En Pays de la Loire, le prix moyen payé au producteur (471 €/1 000 l) recule de 2,6 % entre le premier semestre 2023 et 2024, dans la même proportion qu'au niveau français (- 2,5 % à 478 €/1 000 l). Toutefois, à l'approche de l'été et au moment de la baisse saisonnière des disponibilités, le prix du lait repart à la hausse.

La **production de lait biologique** rencontre toujours des difficultés. Au niveau régional et national, les livraisons de lait bio sont en retraits de 4,9 % et 4,4 % entre le premier semestre 2023 et 2024. Elle représente toujours 5,5 % de la production totale française, tous laits

confondus. D'une part, la dynamique baissière du nombre de livreurs, enclenchée courant 2022, et du nombre de conversions se poursuit. D'autre part, les conditions météorologiques difficiles du printemps 2024 affectent plus particulièrement les élevages bio. Ceux-ci sont généralement plus dépendants de la qualité des fourrages et ont moins recours aux achats de concentrés. Toutefois, la région Pays de la Loire est moins concernée que d'autres régions situées dans l'Est, le Sud-Ouest ou le Sud-Est de la France. La diminution des disponibilités favorise un raffermissement progressif des prix du lait bio entre janvier et juin 2024. Sur cette période, le prix moyen cumulé payé au producteur ligérien est de 487 €/1 000 l, en baisse de 3,8 % par rapport à celui de l'année précédente. Au niveau national, ce prix moyen cumulé de janvier à mai est de 496 €/1 000 l, soit le même montant que celui observé en 2023.

Le secteur de la **transformation** se redresse progressivement au premier semestre 2024, avec une reprise de la consommation intérieure. Sur la période, certains produits laitiers (crème conditionnée, beurre) sont en recul par rapport à ceux du premier semestre 2023. Au contraire, d'autres (fromages, yaourt et poudres de lait) sont en hausse. Par ailleurs, l'amélioration des cours mondiaux favorise un accroissement des volumes exportés sur les six premiers mois de l'année par rapport à ceux de l'an passé. Avec des importations relativement stables, le solde commercial français progresse dans le même temps de 4 %. Les produits laitiers bio sont toujours en difficulté malgré un recul des ventes qui s'atténue au début de l'année 2024. Sur certains produits, la demande en magasins généralistes est plus marquée. Si les fabrications de crème et de beurre bio sont toujours en retrait entre le premier semestre 2023 et 2024, les fabrications de poudre de lait et de yaourt repartent à la hausse.

Au plan européen, la collecte est variable suivant les pays. En moyenne, elle est plutôt en régression, impactée

notamment par une forte baisse des livraisons en Irlande, suite à des conditions météorologiques très défavorables. A contrario, la bonne tenue des livraisons polonaises n'est pas suffisante pour inverser la situation. Progressivement, les prix du lait des différents bassins européens tendent à converger entre eux. La production de lait biologique en Europe est globalement en baisse, sauf en Allemagne où elle est soutenue par une consommation intérieure dynamique. L'Allemagne conforte ainsi sa place de premier producteur européen.

Broutards : des apports modestes et des cotations historiquement élevées en fin de semestre

Le marché des **broutards** reste marqué par une offre limitée. Au cours du premier semestre, les exportations ont reculé de près de 6 %/2023, notamment à destination de l'Italie. Croissantes depuis le début de l'année, les cotations des Charolais ont baissé à partir de la dernière semaine de juin sachant que les cours observés en juin sont supérieurs de 25-30 centimes/kg aux valeurs 2023 et de près d'un euro/kg aux valeurs moyennes quinquennales. Au 1^{er} juin 2024, les effectifs nationaux de mâles de 6-12 mois sont en progression par rapport à 2023. Cette hausse résulte de la hausse des vélages d'automne, de la relocalisation de l'engraissement en France et sans doute également de la bonne pousse de l'herbe favorable à l'alourdissement chez les naisseurs. Dans le même temps, le nombre de mâles allaitants de 0-6 mois était en baisse par rapport à 2023. La baisse des naissances du printemps se fait ressentir et aura un impact sur le marché à l'automne.

Veaux de boucherie : l'offre limitée freine la baisse saisonnière des cotations

Les naissances de **veaux** sont orientées à la baisse (veaux laitiers et croisés en particulier, veaux de races allaitantes dans une moindre mesure). En lien avec la décapitalisation bovine en cours, la baisse de l'offre de jeunes veaux se traduit par des volumes d'abattages de veaux de boucherie également en diminution au cours du premier semestre 2024, aux échelons

régional (- 11,7 %/2023) et national (- 4,5 %/2023). En revanche, la météo fraîche et pluvieuse observée en 2024 (favorable au maintien d'un certain niveau de consommation de viande de veau) et l'offre limitée au début de l'été permettent de soutenir les cours des veaux de boucherie, dans toute l'Europe. L'habituelle baisse saisonnière des cours s'en trouve retardée. En conséquence, les cours des veaux de boucherie sont certes orientés à la baisse en fin de semestre, mais ils tendent à se stabiliser à des prix supérieurs aux valeurs 2023 et plus encore aux moyennes quinquennales.

Ovins : baisse du disponible et des abattages, consommation en repli et cotations en baisse mais à des niveaux élevés

Le premier semestre 2024 est marqué par des cotations supérieures aux valeurs élevées de 2023 en raison notamment d'une forte baisse de l'offre sachant que les cheptels reproducteurs se sont contractés entre fin 2022 et fin 2023. Les périodes de Pâques et du Ramadan ont amené les prix des **agneaux** à des sommets (plus de 9,6 €/kg de carcasse en mai). Par la suite, le creux des sorties d'agneau a maintenu les cours à des niveaux élevés jusqu'à la mi-juin. Finalement, face à une offre modeste et des achats toujours peu dynamiques, le cours de l'agneau français recule progressivement depuis. Parallèlement, les sorties d'agneaux augmentent progressivement dans les îles britanniques, ce qui pèse sur les marchés. Malgré tout, les cotations restent à un niveau nettement supérieur aux années passées. Le disponible français se replie de nouveau d'une année sur l'autre. Au cours du premier semestre 2024, les abattages régionaux (agneaux et réformes) sont en diminution de 2,2 %/2023. Les importations nationales de viande ovine au cours du semestre (-9,4 %/2023) et les volumes réexportés sont également orientés à la baisse. Ces constats sont à mettre en relation avec les achats et la consommation des Français. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2024, la consommation calculée par bilan serait en repli de l'ordre de 7 %/2023 alors que le prix moyen pondéré de la viande ovine s'est enfin stabilisé.

Lait de chèvre : lente reprise de la production et de la consommation

En Pays de la Loire, la collecte de **lait de chèvre** progresse de 1,2 % entre le premier semestre 2023 et 2024. Au printemps, la météorologie pluvieuse a globalement perturbé les conditions d'élevages avec des difficultés pour s'approvisionner en fourrage vert et de qualité. La composition du lait évolue peu par rapport à celle observée l'année précédente. Dans la plupart des autres bassins laitiers la situation est plus compliquée. Les principales régions productrices (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Centre-Val de Loire et Auvergne-Rhône-Alpes) voient leurs livraisons semestrielles en retrait sur un an. Au niveau national, la collecte de lait de chèvre recule de 2,5 % entre 2023 et 2024 à période comparable. La production de lait de chèvre bio souffre davantage sur les cinq premiers mois de l'année avec un recul de 8,7 % des volumes collectés. Les conditions météorologiques et une baisse accrue du nombre de livreurs en sont les principales causes.

En raison de la faiblesse des disponibilités nationales et d'une reprise timide de la consommation en général, la valorisation du lait de chèvre s'améliore peu à peu depuis janvier. Ainsi, en Pays de la Loire, le prix moyen cumulé payé au producteur (914 €/1 000 l) augmente de 2 % entre 2023 et 2024 tandis qu'au niveau national, il s'apprécie de 1,7 %, à 884 €/1 000 l.

Au niveau industriel, les stocks de produits de reports sont en hausse au premier semestre 2024 par rapport à ceux de 2023, consécutivement au pic de production annuel. Malgré une baisse de l'approvisionnement en matière première, les fabrications de produits laitiers progressent dans les différentes catégories (fromage, yaourt et lait fermenté). La consommation se redresse en terme de volume mais pas de valeur. En effet, la demande des ménages s'oriente davantage sur les produits de marques distributeurs moins rémunérateurs pour les industriels.

En Europe, la situation de la production est aussi difficile chez les espagnols et

les néerlandais dont les prix du lait sont en fort recul. Dans les échanges communautaires, la France accélère dans l'exportation de ses produits laitiers caprins tandis qu'elle diminue fortement ses importations.

Porcins : cours favorables mais activité atone

Le cours du **porc** augmente durant le semestre. La cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP \geq 60 %, Centre-Ouest) ouvre le semestre à 2,02 €/kg et le ferme à 2,28 €/kg. Le cours moyen du premier semestre s'établit à 2,19 €/kg, soit 8,2 % en dessous du cours du même semestre 2023, mais 22,1 % au-dessus de la moyenne quinquennale 2019-2023. La remontée des cours du porc s'observe dans la plupart des Pays européens. En parallèle, l'offre se réduit en raison d'une demande atone.

La consommation totale de porc en volume (calculée par bilan) diminue moins en 2024 (-1 % en juin sur douze mois glissants), sans doute en lien avec la décélération des prix au détail. La consommation des ménages à domicile (selon le Panel Kantar) marque le pas pendant ce semestre, comparée au premier semestre 2023 : -3,1 % pour le porc frais et -1,8 % pour la charcuterie (dont -1,7 % pour les jambons).

Les tonnages de viandes de porc charcutier abattus (en tec) diminuent au premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023, avec une baisse de 3,4 % dans la région Pays de la Loire et de 0,7 % en France, tandis qu'ils ont augmenté de 0,5 % en Bretagne.

Comparé au semestre précédent, les abattages suivent la même évolution sur la région des Pays de la Loire (-3,1 %), alors qu'ils progressent en Bretagne (+1 %) et en France (+1 %). Les porcs abattus s'allègent au fil du semestre.

Au cours des six premiers mois de 2024, comparées à la même période en 2023, les exportations françaises de viandes fraîches, réfrigérées ou congelées ont diminué de 2 % en volume, dont une baisse de 3 % vers l'UE. Parallèlement, les importations en France de ces viandes, principalement en provenance de l'UE et majoritairement d'Espagne, ont augmenté de 6 %. Au total, le solde

est positif en volume, mais en recul de 15 % par rapport à 2023.

Selon l'IPAMPA France entière, le coût des intrants diminue au cours de ce premier semestre 2024, de +1 % par rapport au second semestre 2023 et de 2,8 % en glissement annuel. Les prix de l'aliment porcin décroît de 5,6 % au cours du semestre. Sur un an, l'alimentation porcine coûte 13,8 % en moins sans toutefois revenir au niveau d'avant la crise. Les engrais et amendements décroissent de 13,9 % sur un an.

La marge brute des éleveurs naisseurs engraisseurs augmente de 48 % au cours du semestre pour atteindre 2 334 €/truite/an au mois de juin 2024.

Aviculture : la filière avicole retrouve de la vigueur, après des années 2022 et 2023 marquées par l'épizootie de grippe aviaire

Au premier semestre 2024, les abattages de **volailles** pour la consommation sont dynamiques au premier semestre. Ils sont supérieurs de 8 % (en poids) par rapport au même semestre de l'année 2021. La grippe aviaire de 2022 semble bien être derrière nous. La campagne de vaccination de canards entreprise depuis octobre 2023 continue de porter ses fruits. Plus de 49 millions de doses de vaccins ont été injectées pour les canards sur la campagne 2023-2024 en Pays de la Loire. Aucun nouveau foyer d'*Influenza* aviaire n'a été déclaré en Pays de la Loire. Compte-tenu que le premier semestre 2023 avait encore les stigmates de l'épizootie de grippe aviaire, les comparaisons se feront avec l'année 2021. En effet, la crise avait entraîné un retard dans la mise en place de poussins ou de canetons au second semestre 2022 induisant un abattage pour la consommation réduit en début d'année 2023.

Les **poulets** représentent 68 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2024. Par rapport au premier semestre 2021, 11 % de poulets ont été abattus en plus. Après une entame d'année en forte hausse (+22 % en janvier et +19 % en février par rapport aux mois correspondants de l'année 2021), la hausse se poursuit, mais de façon plus contenue les mois suivants (entre +4 % et +12 %).

Les **dindes** comptent pour 17 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2024. Leur abattage est stable entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2024.

Les **canards**, 12 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2024, ne sont plus impactés par la grippe aviaire, après avoir été l'espèce la plus touchée en 2022. L'abattage de canards pour la consommation est en hausse de 2 % entre les premiers semestres 2021 et 2024.

Enfin, les **pintades**, 3 % du poids des volailles abattues au premier semestre 2024, connaissent une hausse des abattages au premier semestre 2024 (+5 %). Après un début d'année en retrait (-10 % en mars et -7 % en avril), le semestre se termine en forte hausse avec +26 % en mai et +30 % en juin par rapport à 2021.

Comme suite à la baisse du prix de la plupart des matières premières, le **coût des aliments** pour les poulets diminue de 20 % entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024. Après une baisse marquée en début d'année, il remonte à partir de mai. Ce coût retrouve ainsi en juillet son niveau d'avril 2021. Le coût de revient des poulets s'en ressent. En conséquence, le prix moyen à la production des poulets en France métropolitaine baisse, enregistrant une baisse de 14 % en juin par rapport à l'année précédente. Ce prix retrouve ainsi son niveau de février 2022. De plus, les cotations sur le marché de Rungis semblent avoir atteint un plafond, ne progressant plus depuis juillet 2022.

Œufs : un prix des œufs en baisse

Le prix à la production des **œufs** baisse de 20 % en juin sur un an, revenant ainsi à son niveau d'août 2023. Le prix de gros des œufs baisse également de 15 % entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024, retrouvant en juillet son niveau de septembre 2023. Le prix des œufs au détail diminue de 4 % au premier semestre par rapport au même semestre de 2023. En juillet, une boîte de 6 œufs sans label coûtait 1,38 € pour le consommateur final, retrouvant le niveau de novembre 2022. Ce prix reste élevé puisqu'en juillet il est supérieur de 24 % à celui de juillet 2021.

Cuniculture : peu de lapins

La filière cunicole se maintient à un niveau faible. L'abattage de **lapins** se réduit de 2 % entre le premier semestre 2023 et le même semestre en 2024, avec une forte chute en juin (- 14 %). Après une baisse en début d'année, le coût des aliments stagne à partir de

mai, entraînant une baisse de 14 % en juillet sur un an. En moyenne, il diminue de 19 % entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024, retrouvant ainsi son niveau de décembre 2021. En conséquence, le prix moyen payé à la production se stabilise, ne diminuant

que de 2 % en juin sur un an. La cotation sur le marché de Rungis semble avoir atteint un plafond, ne progressant plus depuis décembre 2023. Sur un an, elle gagne 14 % en juillet.

Commerce extérieur régional

Au premier semestre 2024, le solde du commerce extérieur régional reste positif, comme au semestre précédent

Au premier semestre 2024, l'export **agricole et agroalimentaire** augmente de 7 % par rapport au premier semestre 2023, représentant 17 % des exportations régionales. Elles se composent de 28 % de produits agricoles bruts et de 72 % de produits transformés. En comparaison, l'import agricole et agroalimentaire diminue de 4 % par rapport au même semestre 2023, représentant 14 % des importations régionales. Il se répartit en 18 % de produits agricoles bruts et 82 % de produits transformés. En conséquence, le solde commercial agricole et agroalimentaire reste positif sur ce semestre, comme au semestre précédent. Au 1^{er} semestre, les exports couvrent 101 % des imports, soit le même niveau que pour le semestre précédent.

Les exportations des **produits agricoles bruts** sont en hausse de 26 % par rapport au premier semestre 2023, après une baisse de 30 % au semestre précédent. Au premier semestre 2024, les céréales et oléagineux représentent 49 % des montants ; viennent ensuite les légumes (20 %), puis les volailles vivantes et œufs (10 %) et les fruits (7 %). Au premier semestre 2024, les produits de la culture et de l'élevage comptent pour 5 % de l'ensemble des produits exportés. De leur côté, les importations des produits agricoles bruts sont aussi en baisse (- 11 %), après une baisse de 20 % au semestre précédent. Les céréales et oléagineux représentent 20 % des montants (contre 40 % au semestre précédent) ; suivis par les légumes (19 %), les plants (13 %), puis les volailles vivantes et œufs (9 %). Au premier semestre 2024, les produits de la culture et de l'élevage comptent pour 2 % de l'ensemble des produits importés. En conséquence, l'excédent commercial régional des produits agricoles bruts s'améliore nettement. Le taux de couverture du commerce extérieur (rapport entre la valeur des exportations et celle des importations) se relève, passant de 111 % à 157 % entre les premiers semestres 2023 et 2024.

Les exportations des **produits transformés** sont stables (au même niveau qu'au premier semestre 2023). Les exportations de boulangerie-pâtisserie industrielle ont augmenté de 9 %, représentant 16 % des exportations de produits transformés. L'export est en hausse aussi pour les viandes (+ 7 % au premier semestre) et compte pour 19 % des exports. En revanche, les exportations de produits laitiers ont diminué de 4 % et pèsent pour 21 % des exportations, et celles des huiles et graisses végétales et animales ont baissé de 6 %, soit 15 % des exportations de produits transformés. Au premier semestre 2024, les produits agroalimentaires comptent pour 12 % de l'ensemble des produits exportés. De leur côté, les importations des produits transformés baissent légèrement (- 2 % par rapport au premier semestre 2023), mais sont supérieures de 7 % au premier semestre 2022. L'import en huiles et graisses végétales et animales est stable et représente 24 % des imports. L'import de produits à base de tabac est stable et pèse toujours fortement, représentant 12 % des imports de produits transformés. Les importations de produits laitiers ont diminué de 6 % (12 % des importations) ; celles de viandes ont baissé de 7 % (11 % des importations) ; ainsi que celles de boulangerie-pâtisserie industrielle qui ont également diminué de 8 %, soit 9 % des importations de produits transformés. Au premier semestre 2024, les produits agroalimentaires comptent pour 11 % de l'ensemble des produits importés. Le solde commercial des produits agroalimentaires régionaux reste négatif, comme depuis 2018. Au premier semestre, le taux de couverture du commerce extérieur est stable par rapport au premier semestre 2023 (88 % contre 86 %), mais régresse par rapport au second semestre 2023 (96 %).

Industries agroalimentaires

Après une activité très contrastée selon les secteurs au premier trimestre, la production est globalement en croissance sur le deuxième trimestre. Les prix des matières premières et des produits finis se stabilisent en fin de semestre après une période de baisse.

Industries des viandes

Seuls les mois d'avril et mai connaissent un regain d'activité. La production est en repli sur le reste du semestre. Les trésoreries sont tendues en raison de l'importance des stocks. Les prix des matières premières se stabilisent et les prix des produits finis sont en baisse.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et des pâtes

La production et la demande à l'export sont en nette croissance. Les prix des matières premières (chocolat, beurre) augmentent mais les prix des produits finis diminuent.

Les entreprises en bref

Sources : AGRAFIL, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, L'Echo de la Presqu'île, Ouest France, lettre de l'API de janvier à juin 2024.

Loire-Atlantique

Mussella distribue sous la marque "Paysans de la mer" des moules de bouchot locales décortiquées et surgelées destinées aux rayons de la grande distribution. L'usine sera la seule à proposer des moules locales. En effet celles présentes actuellement en rayon sont majoritairement importées du Chili. Pour rester compétitif et présenter un prix au consommateur comparable à ce qu'affichent ses concurrents (entre 3,5 et 4 € le kilo) Mussella a internalisé l'emballage en investissant 1 M€ dans une ensacheuse. La jeune société bretonne économise aussi sur le coût du transport en misant sur une distribution locale.

Agis, filiale du groupe LDC spécialisée dans la fabrication de produits asiatiques, compte mobiliser une enveloppe de 15 M€ pour augmenter de 25 % la production de son usine à Herbignac, face à l'engouement des consommateurs pour les spécialités exotiques.

L'usine Lu de La Haye-Fouassière, spécialisée dans la production de biscuits secs, bénéficiera de la fermeture en 2026 du site de Château-Thierry (02), anciennement Belin, qui emploie 61 salariés. Elle accueillera les activités liées à Figolu,

biscuit actuellement fabriqué par un partenaire au Royaume-Uni, et celles de Château-Thierry. Mondeléz prévoit donc un investissement de 10 M€ dans une nouvelle ligne de production et une nouvelle ligne de conditionnement à La Haye-Fouassière. Ces investissements s'ajouteront aux 13 M€ déjà investis sur le site sur les derniers exercices.

Ti Ced', marque nantaise de rhums arrangés (13 salariés), fait désormais partie du groupe polonais Stock Spirits. Ce dernier a fait acquisition l'an dernier du groupe Dugas qui en 2018 avait racheté Ti'Ced. Comptant 1 800 salariés, présent dans 9 pays, disposant de 8 sites de production et distribuant ses références sur une cinquantaine de marchés, ce nouveau propriétaire ouvre à Ti Ced' des perspectives internationales. Ti Ced' s'est diversifiée en 2023 dans une nouvelle gamme produite à partir de Cachaça, un alcool brésilien. Fin 2022, l'entreprise avait pris possession d'un nouvel atelier de 2 000 m² à Saint-Hilaire-de-Chaléons, fruit de 3,5 M€ d'investissements, entre la réalisation du bâtiment et son équipement en lignes de production et de découpe de fruits. Ti Ced' réalisait alors 7 % de ses revenus à l'international.

De nous à vous, la laiterie indépendante, est en passe d'obtenir de nouveaux

marchés et entend, à cette fin, recruter de nouveaux éleveurs pour accroître ses volumes. Elle fait valoir une juste rémunération des éleveurs et un modèle sans intermédiaires. Le site de Remouillé dispose d'une capacité de 22 millions de litres mais l'entreprise va cependant engager en septembre une nouvelle phase d'investissements.

Meltonic est une PME ayant développé une gamme de nutrition sportive à base de miel et de plantes. Pour se distinguer, l'entreprise a mis sur le marché une fiole rechargeable et lavable et des formats économiques. Entre autres innovations, elle propose un gel au sel de Guérande et une nouvelle gamme de purée au cajou-cacahuète. Huit nouveaux produits sont apparus l'an dernier au catalogue.

La laiterie **Herbignac Cheese Ingredients** se dote de la plus grande centrale thermique solaire de France au sol sur 6 ha et avec une puissance de 18,4 Mwc. Le projet a pour origine la nécessité pour la coopérative de remplacer la plus ancienne de ses deux tours de séchage qui date de 1970. Grâce à cette centrale, l'usine émettra 25 % de CO₂ en moins sur 20 ans. En 2013, la filiale d'Eurial a entamé sa transition énergétique avec une chaudière biomasse (15 MW). Cette chaudière permet à HCl d'atteindre

un taux d'énergie renouvelable de 63 %. La nouvelle solution solaire lui permettra d'augmenter ce taux. L'usine, qui emploie 320 salariés, transforme le lait pour produire de la mozzarella (43 000 tonnes/an), de la caséine (7 000 t/an) et des poudres (28 000 t/an).

Après avoir fait connaître dans les magasins spécialisés bio ses biscuits "Kignon" fabriqués en établissement et service d'accompagnement par le travail (Esat) en revalorisant les invendus de pain bio, **Handi-gaspi** lance la marque « Et Tok ! » en grande distribution. Cette marque englobera la revalorisation de matières premières autres que le pain et en conventionnel, provenant en partie des distributeurs eux-mêmes. Handi-gaspi a investi en 2023 100 k€ pour doubler la capacité de production de l'Esat de Savenay, qui confectionne les biscuits et mobilise une trentaine de personnes en situation de handicap. Parallèlement, l'entreprise travaille sur l'ouverture en région lilloise d'un autre site de production, en partenariat avec un industriel local voulant revaloriser des invendus. A terme, Handi-gaspi souhaite créer un maillage d'ateliers locaux pour réduire notamment l'impact de la logistique. Après un chiffre d'affaires de 150 k€ en 2022 puis de 450 k€ en 2023, Handi-gaspi devrait dégager en 2024 750 à 800 k€ de revenus pour une équipe de 5 permanents et de 13 ETP. Handi-gaspi travaille à une levée de fonds de 500 k€ pour accompagner sa croissance.

Terrena (19 000 exploitations et 11 900 salariés) a vu son chiffre d'affaires progresser de 1,7 % à 5,5 Mds€ en 2023. Dans le même temps, l'Ebitda du groupe coopératif a marqué une hausse de 23 % à 166 M€. Celui des activités agricoles ressort à 52,1 M€ tandis que celui du pôle industriel atteint 113,7 M€. Le résultat net du groupe a quasiment doublé à 31,4 M€, du fait de marchés agricoles bien orientés, de gains de parts de marché et de l'amélioration de la performance industrielle de Galliance, la branche volailles. L'Ebitda de la branche bovine, Elivia, est proche de zéro ; cependant le groupe a acquis les parts de son partenaire irlandais Dawn Meat. L'année 2023 a été marquée par d'autres opérations de croissance externe dont la montée à 49 % au capital de Pampr'œuf, dans la distribution d'œufs, la reprise de deux usines de Nutréa et l'acquisition

par Cérience, filiale semences de Terrena, du néerlandais Vandinter Semo, spécialiste des semences fourragères et couverts végétaux (40 salariés, 20 M€). Terrena a également acheté Tipiak (1 300 salariés, 7 usines) pour se renforcer dans le végétal. Sa valorisation s'élève à quelque 80 M€. Par ailleurs, Terrena envisage la reprise de Volatys, basée à Saint-Grégoire (85), qui commercialise en France et en Europe des produits élaborés de volailles surgelées (poulet et canard) qu'elle fait fabriquer en sous-traitance.

Tipiak (1 300 salariés, 7 usines) a enregistré en 2023 une perte nette de 10 M€ contre un profit de 4,1 M€ en 2022. Le résultat d'exploitation ressort à - 9 M€ contre un gain de 7,2 M€ en 2022 et l'excédent brut d'exploitation à 12 M€ contre 21,1 M€. Le chiffre d'affaires net consolidé s'établit à 225,4 M€, en retrait de 5,8 %. Les ventes à marque Tipiak (tous circuits) affichent une baisse de 8,4 %. Le secteur froid a particulièrement souffert avec un reflux de - 10,2 %, soit un total de ventes de 139,2 M€. Le groupe agroalimentaire nantais accuse le poids de la perte pour ce pôle d'un important contrat à l'international.

Maine-et-Loire

Elivia a fermé le 5 mars un petit atelier de découpe à Livarot dans le Calvados. Elivia lance en mars le chantier de construction d'un méthaniseur, baptisé Gazélivia, sur le site du navire-amiral au Lion d'Angers.

Hemp it, la coopérative de semences de chanvre, diversifie son activité avec la création d'une chaîne de valorisation de la protéine de chanvre. Cet investissement est estimé à 2,2 M€ qui devrait générer à sa livraison en 2025 6 emplois directs à Beaufort-en-Anjou. En 2024, Hemp it devrait ainsi commercialiser plus de 2 000 tonnes de semences certifiées, contre 1 365 tonnes en 2023, un chiffre historique pour la coopérative dont le record précédent s'établissait à 1 715 tonnes de semences écoulées en 2019. En 2024, Hemp it expérimente également la production de semences de lin textile sur une surface de 415 ha en Maine-et-Loire.

L'intérêt pour les cocktails porte la croissance de **Giffard**, spécialisée dans

la production de liqueurs et sirops de fruits et de plantes. L'entreprise engage pour 27 M€ la construction d'une usine de liqueurs, dont une gamme sans alcool, à Saint-Léger-des-Bois, près d'Angers, sur 10 000 m². L'investissement bénéficie d'une subvention de 2,18 M€ et d'une avance remboursable d'1,45 M€ dans le cadre du programme France 2030 « Résilience et Capacités Agroalimentaires 2030 ». En 2017, sur ce site, Giffard avait installé une usine de sirops et un pôle logistique de 7 000 m². Depuis, la marque a plus que doublé ses ventes, de 5 à 11 millions de bouteilles, le chiffre d'affaires passant de 20 à 47 M€ et l'effectif de 70 à 140 salariés. 70 % de la production est exportée, dans 90 pays. Giffard conservera l'ancienne fabrique de liqueurs d'Avrillé pour la fabrication du Guignolet d'Anjou et de la Menthe-Pastille.

Rémy Cointreau va déployer sur le marché américain un contenant rechargeable de 4,5 litres. Le groupe expérimente ce service depuis un an à Londres, autour de sa liqueur Cointreau et de son rhum Mount Gay Eclipse. Sur son exercice 2023-2024, Rémy Cointreau a réalisé un chiffre d'affaires de 1,19 Md€, contre 1,54 Md€ un an auparavant, en raison de la chute des ventes de Cognac aux États-Unis, qui dévissent de 25,1 %.

L'Abeille, fabricant de boissons plates et gazeuses, débute la production dans sa nouvelle usine choletaise de plus de 55 000 m². Cet outil industriel se substitue progressivement à l'actuelle usine de Cholet, dont les 23 000 m² sont enclavés dans la ville. En investissant 200 M€, le groupe LSDH veut augmenter les capacités industrielles de L'Abeille pour atteindre 380 millions de contenants sous 3 ans et accueillir une nouvelle activité de conditionnement de lait. Celle-ci comprend deux lignes qui absorbent 85 millions de litres de lait collectés dans le grand ouest. Deux autres lignes seront ajoutées en 2025. Actuellement 135 à 140 millions de contenants sont produits annuellement et écoulés à 90 % en marques de distributeur sur l'ensemble du territoire national, générant un chiffre d'affaires de 60 M€. L'Abeille pourra encore accueillir 4 lignes de plus pour un développement futur sur des boissons au lait végétal ou des jus de fruit. L'usine devrait

donc totaliser à terme 13 lignes de conditionnement de boissons diverses, pour une capacité de production totale de 500 millions de bouteilles, briques et autres contenants.

Le fabricant de barres énergétiques et plats lyophilisés bio **Cooknrun** s'est installé, fin 2023, dans un nouvel atelier de 700 m² au sein du marché d'intérêt national d'Angers. Ciblants les sportifs et les aventuriers, Cooknrun se positionne avec des produits bio conçus et fabriqués sans recours à la sous-traitance. Des gammes que l'entreprise distribue principalement dans 400 points de vente Biocoop et dans une centaine de magasins Decathlon en France, ainsi qu'en direct par la vente en ligne. Elle prévoit aussi, tout en renforçant son équipe et en étendant sa gamme, de développer la fabrication à façon pour des marques spécialisées. L'équipe, d'aujourd'hui 7 personnes, devrait doubler dans les prochains mois.

Perles d'Anjou se dote d'un nouveau site industriel de 22 000 m² à Longué-Jumelles. Le projet a été initié par CAPL (Coopérative agricole des Pays de la Loire) et la société Abbottagra, acteurs de la filière Quinoa d'Anjou qui mobilise 400 producteurs. CAPL (246 M€ de CA en 2022) accueille pour l'instant les productions de ses adhérents dans plusieurs sites dont celui de Brissac-Quincé. Environ 3 000 tonnes de quinoa (dont 10 % en bio) sont triées, nettoyées, et conditionnées chaque année sur ces sites dont l'activité sera donc regroupée. Le projet représente un investissement de 16 M€. Il est en partie porté par la société d'économie mixte Alter pour le portage foncier et immobilier.

Basé à Saint-Gemme-sur-Loire, et exploitant 6 sites de production en Bretagne, Pays de la Loire et Centre Val-de-Loire, le groupe **Boulangeries pâtisseries associées (BPA)**, fournisseur de pains, viennoiseries et gâteaux pour les collectivités locales et la restauration commerciale, passe dans le giron du groupe auvergnat Golocal. Ce dernier est spécialisé dans la production et la vente de feuilletés crus surgelés et de produits traiteurs frais sous les marques Soprauvergne et Patifrais. L'acquisition de BPA permet à l'auvergnat de passer de 230 à 430 salariés pour un chiffre d'affaires consolidé de 45 M€

et d'asseoir son positionnement en restauration hors foyer.

Frais émincés (14 M€ de CA) adopte une marque commerciale « 100 % tout prêt » pour ses marchés BtoC. Pour ses marchés BtoB (15 % de la clientèle), le nom restera Frais émincés restauration. Dans l'usine de découpe qui emploie 100 personnes, une douzaine de postes sont à pourvoir.

Mayenne

Poultry Feed Company (PFC) à Vaiges envisage de passer à la vitesse supérieure, trois ans à peine après sa mise en service, un investissement d'environ 50 M€ hors taxes. Détenue par LDC (40 %) et le chilien Terramar (40 %), associés à l'entrepreneur Emmanuel Doux (20 %), la société retraite, dans un rayon d'une centaine de kilomètres, les rebuts d'abattoirs des volailles du groupe sarthois. Les protéines animales transformées (PAT) sont revendues à Terramar pour alimenter les élevages sud-américains de saumons et de crevettes. L'usine tourne 24 heures sur 24, 6 jours sur 7. Les actionnaires souhaitent à terme pouvoir accueillir dans l'usine de Vaiges 45 % des coproduits issus des abattoirs français de LDC. Outre un redimensionnement de l'unité, cette ambition nécessitera également un outil logistique.

My Pie va encore s'accélérer avec l'arrivée à son capital d'un fonds et la livraison, fin 2024, d'un deuxième atelier, toujours à Gorrion. Les trois principaux cofondateurs font entrer au tour de table Ardian, un des leaders mondiaux de l'investissement privé. Ainsi la société retrouve une aisance financière alors qu'elle doit supporter les coûts de son déploiement géographique et de la construction de sa nouvelle unité. Cet outil va lui permettre d'accompagner l'élargissement de son réseau commercial et de son offre, notamment dans le sucré, alors qu'en parallèle, l'entreprise sonde une diversification vers la restauration hors foyer et « une expansion à l'international », deux ambitions qui vont bénéficier du savoir-faire et du carnet d'adresses d'Ardian.

Lactel souhaite doubler la production de ses bouteilles en plastique recyclé. Depuis 2021, le fabricant et distributeur de lait développe une bouteille en polyéthylène haute densité (PEhd),

incorporant 30 % de matière plastique recyclée.

A Entrammes, **Fruits and you** (12 salariés) conçoit depuis 2020 des granolas bios sans sucres ajoutés ni gluten et des crackers salés, sous les marques Joody et Les Fruits détendus. 500 kg de produits sont réalisés chaque jour et commercialisés dans environ 1 000 points de vente en France, principalement dans la grande distribution et les réseaux bio. Dans le cadre de son installation à Entrammes en 2020, l'entreprise a investi 500 000 € dans les machines et autour de 100 000 € pour la réhabilitation des bâtiments. Les biodéchets (environ 320 kg/jour) sont transformés en compost grâce à l'entreprise de Craon Les pieds sur terre. Avec un chiffre d'affaires de 60 000 € par mois, Fruits and you n'est pas encore rentable. Elle veut renforcer sa fabrication à façon (pour d'autres marques ou pour la restauration hors domicile) et d'autres recettes de produits. La société recherche des partenaires financiers et industriels pour son développement.

Bel recrute 113 personnes pour son site à Evron (640 salariés), le seul uniquement dédié au Mini Babybel avec un volume journalier de 5 millions d'unités : alors que l'usine tourne déjà 24 heures sur 24, la hausse de la consommation de ce fromage tant aux États-Unis qu'en Europe conduit le groupe à la faire fonctionner 7 jours sur 7 en mettant en place des équipes le week-end. Cinq autres sites fabriquent le Mini Babybel parmi d'autres produits, à Sablé-sur-Sarthe, en Slovaquie et en Amérique du Nord. En 2022, l'industriel a investi 6,4 M€, dont 43 % d'aides publiques, à Evron pour installer une chaudière biomasse (6,6 MW). L'usine Bel se fixe pour objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2025.

Sarthe

Yoplait poursuit ses investissements sur son site du Mans, entre lancement de nouveaux produits (une gamme de yaourts à verser commercialisée dans une brique éco-conçue de 750 grammes) et un doublement de sa capacité de production de skyr. 150 millions de litres de laits, collectés dans un rayon de 100 km autour de l'usine, sont transformés chaque année sur les 12 lignes de production. Des yaourts

sous les marques Paniers de Yoplait, Perle de lait, Yoplait skyr, Yoplait en brique, du fromage blanc Calin, de la crème fraîche et le lait fermenté Yorik, soit 144 000 t de produits finis expédiés en 2023. Avec la nouvelle gamme en brique, la marque vise un volume supplémentaire de 6 000 t au Mans à la fin de l'année. Revendiquant la production de 375 000 t annuelle de produits laitiers dans ses 3 usines françaises, Yoplait mentionne un chiffre d'affaires de 786 M€ pour un effectif de 1 200 personnes dans l'Hexagone, dont 300 salariés dans la ville sarthoise.

Le chiffre d'affaires du groupe volailler **LDC** (25 000 collaborateurs sur 102 sites), sur l'exercice 2023-2024, s'élève à 6 198,4 M€, en hausse de 6 % par rapport à 2022-2023. Les volumes commercialisés progressent de 0,3 % seulement. A périmètre identique et taux de change constant, le chiffre d'affaires progresse de 3 % à 6 019,5 M€, associé à des volumes commercialisés globalement stables à - 0,2 %. Le groupe confirme sa capacité à réaliser un résultat opérationnel courant supérieur à 350 M€ sur l'exercice. Il compte franchir les 7 Mds€ de chiffre d'affaires sur 2026-2027. Le pôle volaille et amont (élevage, accoupage) pèse le plus lourd, avec plus de 4,4 milliards d'euros. Un pôle renforcé dernièrement par les acquisitions des marques Matines (octobre 2022) et Ovoteam (avril 2023). Les chiffres d'affaires du pôle international et du pôle traiteur représentent respectivement 833 millions et 911 millions d'euros. L'activité traiteur est celle qui connaît la plus forte progression au cours de l'exercice passé, avec une hausse de 10,2 %. LDC consolide son offre sur ce type de produits par des rachats. LDC a acquis l'usine les Délices de Saint Léonard, à Theix-Noyal (56), qui était détenue par le groupe Agromousquetaires. Les Délices de Saint Léonard a réalisé un chiffre d'affaires 2022 légèrement inférieur à 50 M€. Le groupe est par ailleurs en négociation avec le traiteur Pierre Martinet pour la reprise de 100 % du capital. L'entreprise familiale a affiché un chiffre d'affaires de 230 millions d'euros en 2023, avec 700 salariés. Elle est un des leaders du marché des salades traiteur, et le numéro un du taboulé. Pierre Martinet a aussi une activité de produits de la

mer avec sa marque La Belle Henriette, ainsi que de charcuterie et de pâtisserie salée. LDC est également entré en négociation avec Routhiau dans la perspective de reprendre ce groupe familial vendéen. Basé à Saint-Fulgent, Routhiau emploie 360 salariés et a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 72 M€ d'où ressort un Ebitda de 5,5 M€. Routhiau développe une gamme de produits à base de viande au traiteur frais et surgelé (y compris desserts) ainsi que des produits asiatiques. Il commercialise ses produits auprès d'acteurs français ou étrangers, de la grande distribution (GMS et enseignes spécialisées en surgelé) et du « food service » au travers de ses marques Jean Routhiau, Tendance créative et Les Trois d'Asie. En Pologne, LDC a conclu un contrat d'achat d'actifs avec Konspol Holding SA, filiale du groupe Cargill, en vue de l'acquisition de l'usine Konspol située à Nowy Sacz. Ce site a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 35 M€ en 2023. L'opération doit permettre au groupe, avec sa filiale polonaise Drosed, d'entrer dans le segment des produits traiteurs, dont les produits panés, burgers et sandwiches, tortillas et gyozas (raviolis asiatiques).

Vendée

Brioche Pasquier prévoit d'agrandir son usine à Fontenay-le-Comte, qui fait partie de son pôle biscottes : l'unité de panification est dédiée à la fabrication des croûtons et minitoasts. Un nouveau bâtiment viendra s'ajouter à celui existant (5 800 m²) au sein de l'emprise foncière actuelle. Le permis de construire n'est pas encore délivré. Quelques travaux préparatoires ont débuté, l'objectif étant une mise en service en 2026. Issu du rachat en 2007 de la PME Albatros, le site emploie actuellement 120 salariés permanents.

Vif Argent, l'usine agroalimentaire du groupe Gendreau, située à Saint-Gilles-Croix-de-Vie, confectionne des plats préparés et est un des plus gros consommateurs industriels d'eau potable de la Vendée. Elle va devoir baisser considérablement sa consommation d'eau d'ici 2027. Elle engage des travaux pour réduire sa consommation d'eau de 50 % sur l'année. L'Agence de l'eau Loire-Bretagne les subventionne à 40 %.

Europe snacks prépare l'implantation d'une septième ligne de production dans son usine de Saint-Denis-la-Chevasse, avec une mise en service programmée durant le premier trimestre 2025. La sixième ligne avait été lancée début 2023. En parallèle, la société va moderniser sa station d'épuration pour les eaux résiduaires, le volume rejeté dépassant aujourd'hui le seuil autorisé. Le groupe emploie au total quelque 2 300 salariés depuis l'acquisition, il y a un an, de l'anglais Burts Snacks, pour un chiffre d'affaires 2023 de 650 M€, y compris l'industriel britannique.

Sodebo recrute 250 personnes à Montaigu pour créer cinq nouvelles lignes de production, dont une dédiée aux fourchettes comestibles. Elle ouvre une permanence de recrutement aux Herbiers dans un contexte de recrutement complexe. Outre la gestion de la croissance, l'enjeu de ces recrutements est aussi de gérer les départs à la retraite et de remplacer en 5 ans les contrats temporaires par des CDI.

Cavac a cédé fin 2023 la biscuiterie Les P'tits amoureux (18 salariés, 2,6 M€ de CA) à la société parisienne La Fabrique cookies. Fondée en 1998 et basée à Ardin (79), la première confectionne des biscuits et pâtisseries haut de gamme dont le tourteau fromager et le sablé Broyé du Poitou. Cette acquisition permet à la Cavac de diversifier son offre avec des produits à longue DLC tout en gagnant des marchés supplémentaires. Le nouvel ensemble représente un effectif de 110 personnes et vise un chiffre d'affaires de 13 M€ en 2024.

Fleury Michon lance 3 recettes de légumineuses (pois-chiches, lentilles corail et haricots blancs) qui - après leur cuisson avec des bouillons de légumes et d'aromates et, pour certaines, leur fumage -, sont présentées en tranches, dans un packaging semblable à celui des jambons de la marque. Cette gamme des « Tranches végé » entend démocratiser la consommation de protéines végétales. Le chiffre d'affaire de Fleury Michon est en croissance de 5,2 % en 2023 à 836,3 M€. Cette hausse est soutenue par le maintien d'une position forte sur ses

marchés historiques GMS, le passage d'ajustements de prix contraints par l'inflation et le retour des activités de catering aérien à un niveau proche de la situation avant Covid. Le résultat opérationnel ressort à 15,4 M€ contre 8,9 M€ en 2022. Le taux de marge opérationnelle passe de ce fait à 1,8 % en 2023, contre 1,1 % en 2022. Quant au résultat net, il est passé de 2,4 M€ à 10,3 M€. Fleury Michon cède à Familia Martinez, son partenaire historique en Espagne, ses parts dans la joint-venture Platos Tradicionales. Familia Martínez souhaite accélérer le développement du marché des plats cuisinés en Espagne tandis que Fleury Michon poursuit sa stratégie de recentrage sur son cœur de métier.

La société **Delpeyrat** fermera son site de Sèvremont en 2025 sur lequel elle abat et transforme 1,8 million de canards par an. L'usine est en surcapacité en raison de la baisse de la demande. L'activité est transférée à l'abattoir d'Euralis, aux Herbiers.

Une envie de pizza prépare la construction d'une unité de fabrication de 2 500 m² à Saint-Hilaire-de-Loulay où l'entreprise artisanale est installée. La société, en cours de référencement dans les magasins U de Vendée, prévoit de passer de 50 000 à 250 000 pizzas par mois. L'effectif devrait être doublé pour atteindre une trentaine de salariés. L'entreprise a réalisé en 2023 un chiffre d'affaires de 1,3 M€, exclusivement en BtoB. Une envie de pizza se lance dans la grande distribution sous la marque Gilberto pizzas.

Le fabricant de pains et viennoiseries préemballés **La Boulangère** ouvre 60 postes en CDI sur son usine de La Chaize-le-Vicomte, sur des métiers de production et de maintenance. L'usine, qui emploie 150 personnes, va accueillir deux nouvelles lignes de production en novembre prochain et en janvier 2025. La Boulangère totalise 2 200 salariés répartis entre son siège des Essarts et ses 7 usines françaises.

Spécialisé dans l'élevage et la transformation de coquelets, pintades et poulets, le groupe familial finistérien Savel annonce l'acquisition de **Béziau** à La Jaudonnière. Cette société découpe et transforme de la viande de dindonneau avec une production de 6 000 tonnes de produits finis par an. Béziau emploie 50 salariés pour un chiffre d'affaires de 25 M€. La société commercialise ses produits auprès des professionnels de la restauration, grossistes distributeurs et transformateurs industriels.

Face à la baisse de production de viande bovine, l'abattoir **Elivia** (filiale de la coopérative Terrena) aux Herbiers a cessé son activité, qui a été transférée sur le site de Bressuire (Deux-Sèvres). Une trentaine de salariés y travaillaient, pour le n° 2 de la viande de bœuf en France.

Liste des annexes à télécharger :

[Cotations des céréales et oléoprotagineux](#)

[IPAMPA](#)

[IPPAP](#)

[Abattages des animaux \(bétail, volailles et lapins\)](#)

[Cotations animales \(bétail, volailles, lapins et oeufs\)](#)

[Livraison de lait et prix du lait](#)

Cotations fruits et légumes sur le site <https://rnm.franceagrimer.fr/>

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : P. SCHWARTZ (Direction)

Contexte météorologique : C. HERBILLON (SRISE)

Productions végétales : J.C BOUHIER, J. QUEVAREC, A. KETERS, S. MARCHAND, J. NICOLAS, MP SIGNOUR, Y. RIGAUD, C. HERBILLON (SRISE)

IPAMPA : O. GROSMESNIL (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : O. GROSMESNIL, B. ROBERT, C. FOUCHARD, V. SALAÛN (SRISE)

IAA : C. BERCHON (SREAF)

Coordination : C. HERBILLON (SRISE)

www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Annick Baille
Directeur de publication par intérim : Pierre Schwartz
Rédactrice en chef : Cécile Herbillon
Rédaction : DRAAF
Composition : Isabelle Laurens
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2024